

SM/82/218
TRADUCTION

CE DOCUMENT CONTIENT DES
RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE LAO

Evolution récente de l'économie

Rapport préparé par W.G.L. Evers (ASD), R. Pownall (ETR),
T. Rommel (ASD) et F. Palanza (ASD)

Approuvé par le Département Asie et le Département
des relations de change et de commerce

17 novembre 1982

<u>Table des matières</u>	<u>Page</u>
Données de base	111
I. Introduction et résumé	1
II. Production	3
1. Variations du PIB réel et nominal	3
2. Production agricole	3
3. Produits de la forêt	5
4. Production industrielle	6
III. Evolution des prix et acquisition et distribution par les organismes officiels	12
1. Evolution des prix réglementés	12
2. Evolution des prix sur le marché libre	14
3. Acquisition et distribution par les organismes officiels	15
IV. Stratégie de développement à moyen terme	19
V. Finances publiques	21
1. Structure du secteur public lao	21
2. Résultats budgétaires globaux, 1979-82	21
3. Le budget de l'Etat	22
a. Recettes	22
b. Dépenses	23
4. Budget de 1982	23
5. Réformes dans le secteur des entreprises publiques	26

Table des matières

	<u>Page</u>
VI. Monnaie et crédit	31
1. Politique et évolution	31
2. Taux d'intérêt	32
VII. Balance des paiements	36
1. Généralités et évolution globale	36
2. Le compte des opérations courantes	37
a. Exportations	37
b. Importations	40
c. Services	41
3. Le compte capital	41
4. Réserves internationales	42
5. Dette extérieure	42
6. Régime des changes et des paiements	43

Tableaux du texte

1. Produit intérieur brut, 1979-82	8
2. Superficie cultivée, rendement et production des principales cultures agricoles, 1977-82	9
3. Production, quantité disponible et distribution de riz, 1979-82	10
4. Produits forestiers, 1978-82	11
5. Quelques prix d'achat officiels, 1978-82	16
6. Subvention au riz, 1979-82	17
7. Indice du coût de la vie, 1980-82	18
8. Résultats budgétaires par rapport au PIB, 1979-82	27
9. Budget, 1979-82	28
10. Recettes budgétaires, 1980-82	29
11. Classification économique des dépenses budgétaires, 1979-82	30
12. Situation monétaire, 1979-82	33
13. Bilan consolidé de la BNL et de la BCEL, 1979-82	34
14. Taux d'intérêt, 1979-82	35
15. Balance des paiements, 1979-82	45
16. Composition des exportations officielles, 1979-82	46
17. Composition des importations officielles, 1979-82	47
18. Réserves internationales, 1979-82	48
19. Dette publique extérieure, 1981-82	49
20. Service de la dette extérieure, 1979-82	50

Graphique 1.

Evolution des prix et évolution du taux de change sur le marché parallèle, 1980 I-1982 II	20a
---	-----

LAOS

Données de base

Population (1981) 3,3 millions

Taux d'accroissement démographique 2 % par an

	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u> <u>Projections</u>
<u>Production</u>				
Croissance économique (variation en pourcentage)	10	10	5	1
Valeur du PNB (milliards de kips)	2,5	5,2	7,4	13,8
Riz (milliers de tonnes)	520	625	666	636
Bois d'oeuvre (milliers de m ³)	131	140	147	150
<u>Prix</u>				
IPC à Vientiane (variation en pourcentage)	3	100	55	100
Indice d'ajustement du PIB (variation en pourcentage)	8	90	35	85
Taux de change sur le marché parallèle, kip par dollar E.U. (moyenne pour l'année)	15	21	38	70-80
<u>Situation monétaire</u> (variation en pourcentage)				
Crédit au secteur public	45	150	24	-- ¹
Crédit au secteur privé	33	700	63	2 ¹
Liquidité intérieure	18	164	4	17 ¹
<u>Budget</u> (variation en pourcentage par rapport à l'année précédente)				
Recettes ordinaires	154	179	32	178
Dépenses ordinaires	3	161	--	120
Dépenses en capital	28	209	24	247
<u>Exportations officielles</u> (millions de dollars E.U.)				
	<u>19,4</u>	<u>13,5</u>	<u>19,4</u>	<u>47,8</u>
Vers la zone de convertibilité	19,4	13,5	14,0	29,9
Vers la zone de non-convertibilité	--	--	5,4	17,9
<u>Importations officielles</u> (millions de dollars E.U.)				
	<u>70,3</u>	<u>92,3</u>	<u>90,2</u>	<u>120,9</u>
En provenance de la zone de convertibilité	20,3	42,0	36,2	35,9
En provenance de la zone de non-convertibilité	4,1	4,7	13,8	35,0
Importations ne faisant pas l'objet d'une aide étrangère	45,9	45,6	40,2	50,0
<u>Répartition par produits des exportations officielles vers la zone de convertibilité</u> (millions de dollars E.U.)				
Electricité	6,1	5,3	7,9	22,5
Bois d'oeuvre	8,5	6,1	5,1	5,9
Café	4,1	1,1	--	1,2
Etain	0,2	0,5	0,4	--
Divers	0,5	0,5	0,6	0,3

LAOS

Données de base (fin)

	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u> <u>Projections</u>
<u>Répartition par produits des importations</u>				
<u>officielles en provenance de la zone</u>				
<u>de convertibilité</u> (millions de				
dollars E.U.)	<u>20,3</u>	<u>42,0</u>	<u>36,2</u>	<u>35,9</u>
Céréales et autres denrées alimentaires	1,3	10,7	2,0	1,6
Produits pétroliers	8,8	12,9	12,9	12,0
Équipement et matières premières	1,8	11,1))	
Divers	8,4	7,3)	21,3)	22,3
<u>Réserves extérieures (millions de dollars E.U.)</u>				
Brutes (fin de période)	26,1	14,0	13,5	12,4
En mois d'importation	4,5	1,8	1,8	1,2
Nettes (fin de période)	11,2	3,1	-1,5	-1,6
<u>Dette extérieure (millions de dollars E.U.)</u>				
Encours (fin de période)	215	266	312	395
Envers les institutions internationales	29	39	47	56
Envers les donateurs bilatéraux	183	224	262	336
Pays socialistes	(...)	(153)	(192)	(265)
Pays non socialistes	(...)	(71)	(71)	(71)
Crédits-fournisseurs	3	3	3	3
Service de la dette	3,3	2,5	3,8	2,5
En pourcentage des exportations de biens et de services	15	15	13	5
<u>Certains ratios, exprimés en pourcentage du PIB</u>				
Dépenses budgétaires totales	25,4	34,2	26,4	39,7
Recettes ordinaires moins dépenses ordinaires	-5,0	-5,4	-0,5	3,6
Déficit budgétaire total	14,7	19,8	13,1	19,7
Exportations officielles de biens ²	3,1	2,6	2,6	12,1 ³
Importations officielles de biens ²	11,2	17,8	12,2	30,7 ³
Déficit des opérations courantes ²	11,5	19,8	12,4	23,9 ³
Dette extérieure ²	34,4	51,2	42,2	100,2 ³
Service de la dette extérieure	0,6	0,6	0,5	0,9

¹Pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin.

²On a effectué le calcul en exprimant le PIB nominal en dollars E.U. au taux de change officiel.

³Les variations par rapport à 1981 sont en partie dues à une forte baisse de la valeur du PNB exprimé en dollars E.U.

I. Introduction et résumé

Au début de 1980, les autorités ont arrêté un programme économique de grande envergure qui devait permettre de réaliser un taux de croissance élevé, de stimuler la mobilisation des ressources intérieures et d'améliorer progressivement la balance des paiements. Les principales mesures adoptées dans le cadre du programme ont été l'élimination des mesures de contrôle des échanges commerciaux intérieurs et extérieurs, l'application d'une politique souple des prix, notamment l'institution d'un système permettant aux agriculteurs et à l'organisme d'achat officiel de négocier les prix à la production du paddy et une forte dévaluation du kip. Ces mesures, accompagnées d'une augmentation des allocations de devises à l'importation, ont entraîné en 1980 et 1981 des progrès considérables en matière de production et de finances publiques, toutefois, la situation de la balance des paiements est demeurée faible et les prix intérieurs ont enregistré des hausses rapides.

La production agricole a fortement progressé : la production de paddy a augmenté de 20 % en 1980 et de 7 % en 1981, tandis que la production de racines et de tubercules s'est accrue de 17 % en 1980 et de 21 % en 1981. S'il est vrai que ces avances très nettes de la production sont principalement dues au succès avec lequel les autorités ont réalisé les projets de mise en valeur des terres, par le biais de la réinstallation de la population déplacée, selon toute vraisemblance, elles le sont aussi, dans une large mesure, aux nouvelles politiques axées sur la production. Le volume disponible de riz par habitant sur le marché intérieur a augmenté de 21 % entre 1979 et 1981; et en 1981, les autorités ont pu interrompre les importations de riz qui représentaient 17 % de la production intérieure en 1979. Principalement du fait de l'expansion de la production agricole, le PIB a progressé de 10 % tant en 1979 qu'en 1980 et de 5 % en 1981.

Les résultats budgétaires se sont aussi nettement améliorés. Les recettes budgétaires intérieures ont bénéficié de l'amélioration de la rentabilité des entreprises publiques et sont passées de 10,7 % du PIB en 1979 à 13,4 % en 1981. Les autorités ont exercé un contrôle strict sur les dépenses budgétaires et ont décidé d'augmenter la part des dépenses consacrées au développement; les dépenses d'équipement sont passées de 9,7 % du PIB en 1979 à 12,5 % en 1981. L'excédent des dépenses ordinaires par rapport aux recettes intérieures, qui s'établissait à environ 5 % du PIB en 1979 et en 1980, a été presque éliminé en 1981.

En dépit d'un accroissement de la production intérieure, d'une augmentation des importations et de la libéralisation des échanges intérieurs et du commerce frontalier, le taux d'inflation a été élevé tant en 1980 qu'en 1981. Plus des deux tiers de la hausse des prix intérieurs en 1980 ont été attribuables aux ajustements des prix réglementés mais aussi en grande partie à l'excès de liquidités. En 1981, les prix officiels n'ont pas été ajustés mais la fermeture prolongée des frontières et la forte dépréciation du kip sur le marché des changes parallèle, ainsi que ses effets secondaires sur les prix intérieurs du marché libre, ont représenté de très forts éléments inflationnistes. L'écart grandissant entre les prix pratiqués sur le marché officiel et

sur le marché libre ont provoqué l'ajustement en janvier 1982 des prix à la production agricole payés par l'Etat. En outre, le taux de change préférentiel est passé de 30 à 35 kips pour un dollar E.U. et a été appliqué à toutes les transactions officielles d'importation et d'exportation qui étaient précédemment effectuées au taux officiel, à savoir 10 kips pour un dollar E.U. Les effets de la modification du régime de change et la hausse des prix à la production payés par l'Etat, à l'exception du prix du riz, ont été entièrement répercutés sur les prix officiels de détail. En outre, partiellement en raison du fléchissement des activités dans les transports routiers, la hausse des prix dans la région de Vientiane en 1982 devrait être supérieure à celle de 1981.

Les opérations courantes de la balance des paiements sont tombées de 103 millions de dollars E.U. en 1980 à 92 millions de dollars E.U. en 1981, principalement en raison de la fermeture temporaire de la frontière avec la Thaïlande et de la réduction des importations de céréales. Depuis octobre 1981, il s'est produit une forte augmentation des recettes provenant de l'exportation d'électricité vers la Thaïlande, mais les exportations de bois de construction et de certains autres produits ont continué de plafonner. L'effet conjugué du marasme des exportations et de la forte augmentation des importations a été un élargissement du déficit des opérations courantes qui s'est élevé à 60 millions de dollars E.U. pendant le premier semestre de 1982. A la fin de juin 1982, les avoirs bruts en devises s'établissaient à 12,5 millions de dollars E.U., soit environ un mois d'importations.

La croissance réelle du PIB devrait se stabiliser à environ 1 % en 1982. Du fait de la sécheresse qui a sévi pendant les mois d'été, il se peut que la production agricole baisse légèrement, mais, après un ralentissement en 1981, la production industrielle devrait légèrement s'accroître sous l'effet d'une augmentation du volume des matières premières et des pièces détachées importées. Principalement en raison de l'amélioration très nette des bénéfices des entreprises publiques et de la compression continue des dépenses, les résultats budgétaires devraient continuer de s'améliorer en 1982.

II. Production

1. Variations du PIB réel et nominal¹

Le PIB réel a nettement progressé pendant la période allant de 1979 à 1981, sous l'effet de l'augmentation de la production agricole due à une expansion de la superficie des terres consacrées à la culture, à des conditions climatiques favorables et à l'adoption de politiques d'avantage axées sur la production. Après avoir augmenté de 10 % en 1979 et 1980, le PIB réel s'est accru, de 5 % en 1981, selon les estimations (tableau 1). Cette année-là, la production agricole et forestière a augmenté de 7 % mais, à la suite de la fermeture de la frontière lao-thaïlandaise de février à avril, la production a baissé dans d'autres secteurs de l'économie. La croissance du PIB réel est estimée à environ 1 % en 1982. La production agricole devrait prendre du retard, en raison de la sécheresse qui a sévi pendant le deuxième trimestre mais la production dans les autres secteurs devrait augmenter d'environ 10 %.

Selon les estimations, entre 1978 et 1981, le PIB nominal s'est accru de 250 %, dont environ 27 % en valeur réelle. Le taux élevé d'inflation a été dû aux ajustements considérables des prix officiels ainsi qu'aux fortes hausses des prix sur le marché libre; celles-ci se sont expliquées par la dépréciation continue du kip sur le marché des changes parallèle et les fréquentes fermetures de frontières pendant cette période. En 1982, le PIB nominal devrait s'accroître d'environ 90 % sous l'effet de nouveaux ajustements importants des prix officiels et des salaires ainsi que de l'accélération de l'inflation sur les marchés non officiels.

2. Production agricole

La production agricole a, dans l'ensemble, enregistré une forte hausse entre 1977 et 1981. Ce fut notamment le cas du paddy (57 %), des légumes (42 %), du coton (108 %), du café (79 %), du tabac (286 %), ainsi que du soja et des racines et tubercules (environ 100 %) (tableau 2). La superficie totale des terres cultivées a augmenté

¹Les données relatives aux comptes nationaux sont disponibles seulement en valeur réelle et uniquement pour 1980. Les chiffres de production pour les années suivantes sont disponibles en ce qui concerne le secteur agricole et la sylviculture qui contribuent pour environ 70 % à la formation du PIB. Les variations de la valeur ajoutée réelle des autres secteurs de l'économie, notamment la construction et les services, doivent être estimées. On a tenu compte tant des prix réglementés que des prix pratiqués sur le marché libre dans les estimations du PIB nominal et de l'indice d'ajustement du PIB. Conformément aux conventions retenues dans le SCN des Nations unies, la valeur de la production agricole qui est consommée à la ferme est calculée au prix du marché libre. Dans la mesure où les marchés libres sont relativement étroits en même temps que sensibles aux facteurs non économiques, les prix du marché libre peuvent être très instables, ce qui peut modifier l'interprétation de l'indice d'ajustement du PIB.

d'environ 45 %, ce qui s'explique par l'application de programmes publics de remise en valeur de terres abandonnées ainsi que par l'augmentation des prix officiels des produits agricoles. L'accroissement de la production de paddy s'explique principalement par l'augmentation des superficies cultivées pendant la période allant de 1977 à 1979 et ensuite par l'amélioration des rendements. Environ 60 % des terres consacrées à la culture du paddy sont situées dans des régions basses inondables, et environ 35 % dans des régions hautes où le paddy est dans une large mesure cultivé selon la méthode de l'écobuage. Seulement 5 % de la superficie totale consacrée à la culture du paddy sont irrigués. Si les conditions climatiques sont défavorables, les variations de la production de paddy d'une année sur l'autre peuvent parfois atteindre 15 % mais la plupart du temps les pertes dues aux inondations dans les régions basses sont partiellement compensées par une augmentation du niveau des précipitations et de la production de riz dans les régions hautes. Inversement, lorsque les régions hautes sont victimes de la sécheresse et ont une production peu élevée, il arrive que les régions basses jouissent d'un climat favorable et ne soient pas inondées. En général, il y a seulement une récolte de paddy par an. La superficie consacrée à la culture du riz représente environ 90 % de la superficie totale des terres cultivées.

En 1981, la production de paddy a augmenté d'environ 7 % et a atteint le chiffre record de 1,11 million de tonnes; le rendement moyen s'est accru de 7 % et la superficie des terres cultivées de 2 %. La production de riz par habitant a continué de progresser en 1981 et a atteint, selon estimations, 160 kilogrammes par an, contre 132 kilogrammes en 1979 et 153 kilogrammes en 1980 (tableau 3)². Ces chiffres indiquent que, même s'il n'a pas entièrement réalisé l'autosuffisance alimentaire, le Laos a rapidement réduit son déficit alimentaire. La production de légumes et de racines et tubercules - qui avec le riz constituent les aliments de base - a augmenté de 2 et de 21 % respectivement, à la suite de l'extension de la superficie consacrée à la culture et de l'amélioration du rendement. L'accroissement de la production des autres produits agricoles, tels que le maïs, le coton, le café et le tabac, a varié entre 2 %, dans le cas du coton, à 16 % dans le cas du maïs. Dans l'ensemble, la production agricole a progressé conformément aux objectifs du plan de production de 1981.

Le plan de production de 1982 avait misé sur une augmentation de 2,5 % de la production de paddy qui devait s'établir à 1,2 million de tonnes. Selon les projections, cette augmentation devait résulter principalement d'un accroissement de 2 % du rendement moyen; les autorités prévoyaient seulement une extension marginale de la superficie cultivée. La production des autres cultures devait augmenter entre 4 % pour le café et les légumes et 15 % pour le tabac. Pour favoriser la réalisation de ces objectifs, les autorités ont relevé au début de 1982

²Par comparaison, la norme de consommation de céréales indiquée par la FAO est d'environ 180 kilogrammes. En Thaïlande, où de nombreuses autres denrées alimentaires sont disponibles, la consommation de riz par habitant est de 155 kilogrammes.

le prix qu'elles versent à la production pour le paddy ainsi que pour un certain nombre d'autres produits agricoles. En outre, elles ont renforcé le flux de biens de consommation vers les zones rurales. Compte tenu des résultats de production enregistrés pendant les 8 premiers mois de 1982, il se peut que seuls les objectifs de production de paddy fixés dans le plan ne soient pas réalisés, en raison de l'insuffisance des précipitations pendant le deuxième trimestre de l'année, insuffisance qui a entraîné, selon les estimations, une baisse de 10 % de la récolte en saison humide. L'estimation officielle actuelle de la production de paddy en 1982 est de 1,06 million de tonnes, soit 5 % de moins qu'en 1981. Le volume de riz disponible par habitant devrait tomber à 150 kilogrammes par an, après trois années de hausse consécutives.

3. Produits de la forêt

La production de bois d'oeuvre, qui avait augmenté d'environ 32 % entre 1978 et 1980, s'est accrue de seulement 5 % en 1981 et a atteint 147.000 mètres cubes (tableau 4). Cette contraction de 9.000 mètres cubes par rapport à l'objectif inscrit dans le plan de 1981 s'explique par des pénuries de combustibles et de pièces détachées, par les difficultés d'accès aux zones d'exploitation plus éloignées et par le niveau peu élevé des prix payés aux producteurs. Le plan de 1982 prévoit une production de 150.000 mètres cubes, objectif qui semble réalisable étant donné les résultats obtenus pendant le premier semestre de 1982.

Les ressources forestières du Laos étaient généralement considérées comme l'un des principaux atouts du pays; leur exploitation efficace devrait, pensait-on, fournir un montant élevé de recettes d'exportation supplémentaires. Le fait qu'il n'existe pas de recensement national des forêts et que les régions les plus éloignées sont insuffisamment connues a renforcé la conviction selon laquelle la sylviculture pourrait fortement contribuer aux recettes d'exportation et à l'activité économique. Récemment, il est devenu clair que la zone forestière accessible qui s'étend sur à peine 3 millions d'hectares est nettement inférieure à ce que l'on avait pu penser. En 1981, les autorités ont donc retiré aux autorités provinciales et au secteur privé le droit d'exploiter et de vendre le bois d'oeuvre et l'ont transféré à 8 sociétés d'Etat régionales, créées avec l'assistance étrangère. Dès 1982, trois de ces sociétés, ayant chacune un lot de 50.000 hectares à exploiter, étaient entièrement opérationnelles. Dans le cadre de la nouvelle politique officielle concernant l'exploitation et le reboisement, le rendement potentiel en bois d'oeuvre est d'environ 2,5 mètres cubes par hectare mais le rendement effectif semble être nettement inférieur. Il se peut que les autorités provinciales acquièrent le droit de couper et d'exporter le bois d'oeuvre pour être en mesure de payer les importations de produits essentiels. A compter d'avril 1981, la Société du commerce lao (SCL) a obtenu le monopole des exportations de bois d'oeuvre et au milieu de 1981 les autorités ont interdit les exportations de bois en grumes récemment coupé pour promouvoir la transformation du bois d'oeuvre dans le pays. Etant donné les moyens de transformation limités dont dispose le pays, cette interdiction a été appliquée de façon assez souple jusqu'à présent.

On ne dispose d'aucune information sûre en ce qui concerne la production d'autres produits forestiers, tels que le benjoin, la gomme-laque et bâton et la cardamome. S'il est vrai que certains de ces produits continuent d'être achetés par les organismes officiels, il semble que les pouvoirs publics ont à présent accepté que les échanges y relatifs soient effectués dans une large mesure par des voies moins officielles et que le secteur privé et les autorités provinciales se chargent des opérations d'exportation. Les exportations de benjoin à partir du nord du Laos assurées par le secteur privé s'établissent, selon les estimations, entre 10 et 30 tonnes par an.

4. Production industrielle

Le secteur industriel est relativement modeste; il n'emploie probablement pas plus de 10.000 personnes et contribue pour environ 5 % à la formation du PIB. En plus de l'électricité et des industries extractives, ce secteur comprend deux types distincts d'industries, à savoir les petites entreprises qui fournissent des moyens de production à l'économie intérieure ou transforment les matières premières produites dans le pays et un groupe de grandes entreprises, créées avant le milieu des années 70, qui produisent principalement des biens de consommation tels que la bière, les boissons non alcoolisées, le tabac, les textiles, les détergents et les articles en bois.

Actuellement, les centrales hydroélectriques ont une puissance installée de 113 mégawatts; la capacité de production de la centrale de Nam Ngum est de 110 mégawatts. En 1979, la production d'hydroélectricité a augmenté de près de 300 %, le barrage de Nam Ngum ayant été équipé de deux nouveaux générateurs. En 1981, la production a baissé de 10 %, en raison du niveau peu élevé de l'eau et des réparations en cours sur les deux premières unités. Les quatre unités devaient recommencer à fonctionner dans le courant de 1982, ce qui permettra d'accroître la production brute d'électricité. La consommation intérieure d'électricité est relativement faible puisqu'elle atteint seulement 9 %; l'essentiel de la production d'électricité est exporté vers la Thaïlande et constitue la principale source de devises pour le Laos.

La production d'étain baisse régulièrement depuis 1977 : elle est tombée d'environ 700 tonnes à moins de 250 tonnes en 1981, en raison d'une diminution de la teneur en minerai de plusieurs gisements et des difficultés liées à la réparation ou à l'entretien de l'équipement dont la fabrication remonte aux années 40. Avec l'aide de l'URSS, de nouveaux gisements d'étain ont été identifiés et de nouveaux investissements réalisés; d'ici 1984, la production d'étain devra amorcer une nouvelle courbe ascendante. Le gypse constitue l'autre ressource minière du Laos. Sa production qui a commencé en 1981 et qui a atteint 30.000 tonnes cette année-là a été principalement vendue au Viet-Nam. En 1981, elle est passée à 40.000 tonnes, alors que l'objectif prévu au plan était de 80.000 tonnes. Cet objectif n'a pas été modifié pour 1982.

La production des grandes entreprises a été freinée pendant les premiers mois de 1981 lorsque la fermeture de la frontière lao-thaïlandaise a empêché les importations de matières premières. A la réouverture de la frontière, la production s'est rapidement redressée et pour l'ensemble de l'année, la plupart de ces entreprises ont enregistré des augmentations de production - à partir d'un niveau très bas, dans la plupart des cas. La production de cigarettes s'est accrue de 3,5 %, celle d'articles en zinc de 50 % et celles de bière et de boissons non alcoolisées de 55 %. Il se peut que l'augmentation du montant de devises accordées aux sociétés industrielles en 1982 permette à la production de progresser d'environ 10 %.

Tableau 1. Laos - Produit intérieur brut, 1979-82

	1979	1980	1981	1982 Estimations
Valeur du PIB (milliards de kips)	2,5	5,2	7,4	13,8
Pourcentage de variation du PIB (en valeur réelle)	10	10	5	1
Indice d'ajustement du PIB (variation en pourcentage)	8	90	35	85

Source : sur la base des données communiquées par les autorités lao.

Tableau 2. Laos - Superficie cultivée, rendement et production
des principales cultures agricoles, 1977-82

	1977	1978	1979	1980	1981	1982 Estima- tions
<hr/>						
Superficie cultivée (milliers d'hectares)						
Paddy	570,0	590,0	690,0	724,0	738,0	740,0
Légumes	3,9	4,4	5,3	5,3	5,4	5,8
Maïs	29,7	27,0	23,0	28,3	30,9	31,6
Coton	3,7	5,0	6,9	7,0	7,1	7,4
Café	4,5	4,8	5,4	6,5	7,7	7,7
Tabac	1,3	3,0	3,4	4,0	4,4	4,9
Racines et tubercules	5,6	5,7	8,6	9,1	11,0	...
Soja	3,1	4,3	4,4	4,8	5,6	...
Thé (hectares)	62,0	66,0	73,0	82,0	83,0	...
<hr/>						
Rendement (tonne/hectare)						
Paddy	1,2	1,2	1,2	1,4	1,5	1,4
Légumes	7,9	8,1	8,0	8,0	8,1	7,8
Maïs	1,2	1,0	0,9	1,0	1,1	1,1
Coton	0,7	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7
Café	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7
Tabac	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Racines et tubercules	8,7	8,9	8,0	8,8	8,8	...
Soja	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	...
Thé	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	...
<hr/>						
Production (milliers de tonnes)						
Paddy	707,0	724,0	867,0	1.042,0	1.110,0	1.060,0
Légumes	30,8	35,4	42,7	42,6	43,6	45,1
Maïs	31,4	45,4	27,6	28,3	32,8	33,5
Coton	2,4	3,7	4,8	4,9	5,0	5,3
Café	2,8	3,0	3,5	4,4	5,0	5,2
Tabac	0,7	1,8	2,1	2,4	2,7	3,1
Racines et tubercules	48,7	50,6	68,6	80,3	97,1	105,0
Soja	1,9	2,9	3,3	3,3	3,9	...
Thé (tonnes)	24,7	27,0	30,3	29,0	29,7	...

Source : données communiquées par les autorités lao.

Tableau 3. Laos - Production, quantité disponible et distribution de riz, 1979-82

(Milliers de tonnes, sauf indication contraire)

	1979	1980	1981	1982
Production de paddy	867	1.042	1.110	1.060
Production de riz (net) ¹	468	563	599	572
Population (millions d'habitants)	3,56	3,67	3,75	3,82
Production p r habitant (kg)	<u>132</u>	<u>153</u>	<u>160</u>	<u>150</u>
Importations de riz	80	46	--	5
Total des quantités disponibles	548	609	599	577
Quantités disponibles par hab'tant (kg)	<u>154</u>	<u>166</u>	<u>160</u>	<u>151</u>
Acquisitions officielles de riz	100	124	92	99
Achats	8	42	51	52
Impôt agricole	12	36	41	42
Importations	80	46	--	5
Distribution officielle de riz	100	124	92	99
Fonctionnaires	80	55	46	45
Autres ²	20	69	46	54

Source : sur la base des données communiquées par les autorités lao.

¹La production de paddy, moins 10 % au titre des besoins en semences et des aliments du bétail, convertis en riz à un taux de 0,6.

²Y compris les variations de stocks.

Tableau 4. Laos - Produits forestiers, 1978-82

	1978	1979	1980	1981	1982 Estimations
Bois d'oeuvre (milliers de m ³)	106	131	140	147	150
Produits secondaires					
Gomme-laque en bâton (tonnes)	140	132	...	...	...
Benzoin (tonnes)	80	81			
Cardamome (tonnes)	...	...	28	42	...

Source : données communiquées par les autorités lao.

III. Evolution des prix et acquisition et distribution par les organismes officiels

L'économie du Laos comprend un secteur public où les prix sont fixés par voie de décisions administratives et un secteur privé où les prix sont déterminés par le jeu de l'offre et de la demande. La première catégorie de prix comprend les prix payés par la Société du commerce lao (SCL), l'organisme d'Etat chargé des achats, pour l'acquisition de produits agricoles et forestiers, les prix auxquels les entreprises industrielles d'Etat achètent leurs moyens de production et vendent leur production et les prix auxquels les employés du secteur public obtiennent des rations de certains produits de base.

Tant en 1981 qu'en 1982, l'évolution globale des prix s'est caractérisée par des taux d'inflation élevés, particulièrement dans la région de Vientiane. En raison des déficiences du système de transport, les livraisons des produits excédentaires du Laos méridional au Laos septentrional (y compris Vientiane), où les denrées alimentaires sont insuffisantes, sont difficiles et constituent une source importante de pressions inflationnistes. Etant donné que le pays est parvenu à l'autosuffisance alimentaire et que de ce fait les importations de céréales via Vientiane ont été réduites, les régions où les denrées alimentaires sont insuffisantes sont devenues de plus en plus tributaires des excédents du Sud et donc plus exposées aux interruptions de livraisons. La fermeture de la frontière lao-thaïlandaise pendant cinq mois en 1981 et la forte dépréciation du kip sur le marché parallèle ont été des causes d'inflation supplémentaires. En janvier 1982, le gouvernement a relevé un certain nombre de prix agricoles à la production et de prix de détail. En même temps, le taux de change préférentiel est passé de 30 à 35 kips pour un dollar E.U. et il a été appliqué à toutes les transactions de change, y compris toutes les importations et exportations officielles qui étaient précédemment effectuées au taux officiel de 10 kips pour un dollar E.U. L'indice du coût de la vie dans la région de Vientiane en 1982 a atteint 100 %, selon les estimations, contre 55 % en 1981.

1. Evolution des prix réglementés

Dans le courant de 1981, les autorités ont doublé le prix que la SCL est autorisée à offrir aux agriculteurs pour le paddy, prix qui est passé en moyenne de 1 kip à 2 kips le kilo (tableau 5). Le relèvement de ce prix et l'augmentation des livraisons de biens de consommation essentiels ont permis d'accroître les achats officiels de riz qui sont passés de 42.000 tonnes en 1980 à 51.000 tonnes en 1981. Un autre relèvement du prix officiel du paddy, qui est passé de 2 à 3 kips le kilo, est intervenu au début de 1981. Sur la base des données semestrielles, la SCL devrait être en mesure de porter ses achats de riz à 52.000 tonnes en 1981, soit environ 7,5 % du total de la production intérieure. Les autorités ont majoré le prix payé aux cultivateurs de café; celui-ci est passé de 7,8 à 16 kips le kilo en 1981 et à 28 kips le kilo en 1982. Comme ce fut le cas pour le paddy, ces augmentations avaient pour objectif de fournir aux producteurs de plus fortes incitations et de permettre à la SCL d'acheter des volumes plus grands de café pour l'exportation. Le prix d'achat officiel du bois d'oeuvre, qui

n'a pas varié depuis 1978, a été relevé pendant le second semestre de 1981. Une autre augmentation plus forte s'est produite au début de 1982. Même si le prix versé par l'Etat aux producteurs de bois d'œuvre est à l'heure actuelle supérieur de 3 à 5 fois celui de 1978, il est encore trop faible pour encourager de façon suffisante ceux qui abattent le bois. Les prix d'achat officiels d'autres produits tels que gomme-laque en bâton, benjoin et cardamome n'ont pas été relevés, en dépit des hausses nettement supérieures intervenues sur le marché privé. Dans certaines régions, la cardamome est vendue sur le marché privé au prix de 150 kips le kilogramme, alors que le prix officiel est de 20 kips le kilogramme.

A compter de janvier 1982, les prix auxquels les entreprises publiques industrielles vendent leur production ont été nettement majorés. Le prix d'un paquet de cigarettes a été relevé de 3 à 6 kips puis à 9 kips; le prix d'une bouteille de bière de 6 à 20 kips; le prix d'une bouteille de boisson à base de cola de 1 à 6 kips; le prix de l'électricité de 0,02 à 0,04 kip l'unité et le prix des détergents de 20 à 44 kips le kilogramme. Ces hausses s'expliquent par l'augmentation des coûts, notamment la majoration du prix d'achat des produits agricoles, l'incidence de l'application du taux de change de 35 kips pour un dollar E.U. à toutes les importations officielles et l'augmentation des provisions pour amortissement. Dans certains produits, tels la bière et les cigarettes, la hausse des prix s'explique également par l'élimination des subventions ou par une augmentation des marges bénéficiaires.

Les employés du secteur public reçoivent des rations d'un certain nombre de produits de base à des prix subventionnés. Dans le cadre des ajustements de prix du début de 1980, le nombre de ces produits a été limité à 11 et les autorités ont établi un plan leur permettant d'en examiner périodiquement le prix pour maintenir le coût des subventions dans des limites raisonnables. Toutefois, pendant le restant de 1980 et en 1981, les prix n'ont pas varié et au début de 1982 le montant des subventions était très élevé. En janvier 1982, les autorités ont donc réduit le nombre des produits rationnés à quatre (riz, sucre, tissus et détergents). En même temps, elles en ont majoré les prix de manière à couvrir les coûts de production, sauf dans le cas du riz où la subvention est actuellement importante (tableau 6).

Les salaires du secteur public sont étroitement liés au niveau du prix des produits rationnés. Comme sept produits ont été enlevés de la liste des produits rationnés et que le prix de vente de trois des quatre produits de la liste a été majoré, au début de 1982, l'indice du coût de la vie des employés du secteur public a augmenté, selon les estimations, d'environ 60 %. Aussi, les salaires des fonctionnaires de l'Etat, qui n'avaient pas varié en 1981, ont-ils été majorés en moyenne de 60 % pendant le premier semestre de 1982. Les salaires des autres employés du secteur public n'ont, toutefois, pas été ajustés. Comme l'indique le tableau 7, il se peut que le pourcentage d'augmentation de l'indice du coût de la vie des employés du secteur public résidant à Vientiane ait atteint 135 entre le premier trimestre de 1980 et le premier trimestre de 1982³. Cela signifierait que les employés du secteur public, bien

³Des données relatives aux prix sur le marché libre sont disponibles seulement pour Vientiane.

qu'à des degrés divers, ont subi une perte de revenu réel depuis le début de 1980. Les employés du secteur agricole et du commerce privé ont probablement enregistré une augmentation du revenu réel.

2. Evolution des prix sur le marché libre

Un grand nombre de produits, y compris des produits agricoles et industriels fabriqués dans le pays ainsi que des produits d'importation qui ne sont pas entre les mains d'un monopole d'Etat, peuvent être échangés sur le marché libre. Les importations non officielles comprennent essentiellement des biens de consommation non alimentaires qui ont été payés au moyen de devises obtenues sur le marché parallèle des changes. Les sources de devises sur le marché parallèle sont principalement la communauté étrangère qui vit au Laos et les exportations non officielles. Une autre source de devises sont les paiements effectués au secteur privé par des acheteurs étrangers de bois d'oeuvre au titre du transport et de la manutention du bois en grumes acheté à la SCL. Les prix sur le marché libre dans la région de Vientiane varient généralement selon les fluctuations du taux de change sur le marché parallèle lequel, à son tour, obéit généralement à des facteurs psychologiques en plus des conditions de l'offre et de la demande. L'offre de devises sur le marché parallèle pendant les six premiers mois de 1982 a, semble-t-il, subi les conséquences d'une chute radicale des exportations officielles de bois d'oeuvre qui a réduit le montant des recettes privées au titre du transport et de la manutention du bois en grumes.

Les pressions inflationnistes se sont renforcées pendant le premier semestre de 1981. La demande a augmenté en raison des paiements sans précédent effectués par la SCL au titre d'achats de paddy à la fin de 1980 et au début de 1981 et en raison d'achats de précaution effectués à la suite de la fermeture de la frontière en février 1981. En avril, les points de commerce frontalier ont été rouverts mais les prix sur le marché ne se sont pas stabilisés car le kip a commencé à se déprécier sur le marché parallèle des changes. Entre la fin de mars et la fin de juin, le kip s'est déprécié de près de 45 %, probablement à la suite de la décision des autorités de réorganiser le commerce extérieur et d'exiger des commerçants privés qu'ils obtiennent des licences officielles. Pendant le troisième et le quatrième trimestres de l'année, les prix sur le marché libre ont été relativement stables; le taux de change sur le marché parallèle s'est stabilisé et la réouverture de la frontière a permis d'effectuer des importations de biens de consommation (graphique 1). Entre décembre 1981 et janvier 1982, le taux de change sur le marché parallèle s'est déprécié de 50 % immédiatement avant la forte augmentation des prix officiels. Sous l'effet de ces deux phénomènes, les prix sur le marché libre ont augmenté de 26 % pendant le premier trimestre de 1982. Ils ont augmenté de nouveau de 71 % pendant le deuxième trimestre de 1982, car le prix des principales denrées alimentaires a subi une hausse substantielle due aux conditions climatiques défavorables et aux difficultés de transport. Les autres facteurs expliquant cette hausse ont été une nouvelle dépréciation du kip sur le marché parallèle et la hausse des salaires dans la fonction publique. En août, lorsqu'il est apparu que le niveau des précipitations redevenait normal, la crainte de voir les récoltes accuser une baisse importante s'est dissipée et le prix des denrées alimentaires sur le marché libre a commencé à se stabiliser.

3. Acquisition et distribution par les organismes officiels

Le contrôle du système de distribution qui sert à surveiller les approvisionnements et les prix des principaux produits de base est l'une des principales préoccupations des pouvoirs publics. Conformément aux politiques actuellement en vigueur, la SCL est responsable de tous les achats et du réseau de distribution officiels, y compris les exportations et les importations officielles. Toutefois, les exportations d'électricité ne relèvent pas de sa compétence. La SCL achète aux entreprises d'Etat aux prix officiels réglementés et au secteur privé à des prix qui sont le plus souvent négociés. Elle distribue les biens importés ainsi que les biens fabriqués dans le pays au prix coûtant plus une marge de 15 % au titre du transport, des autres frais et des bénéfices. Seuls les produits dont peuvent disposer les employés du secteur public dans le cadre du système de rationnement peuvent être distribués à des prix inférieurs au prix coûtant; ces prix sont fixés par voie de décision administrative et d'ordinaire ils peuvent ne pas varier pendant longtemps. La distribution officielle du riz aux fonctionnaires a fortement baissé en 1980 lorsque les autorités ont limité le nombre de bénéficiaires par famille de fonctionnaire. En 1981, une nouvelle réduction s'est produite lorsque les autorités ont exclu les épouses au foyer. La distribution officielle d'autres biens de consommation toutefois a augmenté.

Tableau 5. Laos - Quelques prix d'achat officiels, 1978-82

	1978		1979		1980		1981		1982
			Décembre				Juin		Juin
Paddy (kg)	0,2-0,3	0,8-1,2	0,8-1,2	0,8-1,2	0,8-1,2	0,8-1,2	2,0 (Moyenne nationale)	3,0 (Moyenne nationale)	
Maïs (kg)	0,3	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	
Café (kg)	2,5	7,8	7,8	7,8	7,8	16,0	16,0	28,0	
Bois d'oeuvre (m ³)									
Feuillus	500	500	500	500	500	500	845-1.055	2.000-2.500	
Résineux	400	400	400	400	400	400	400-700	1.000-1.400	
Cardamome (kg)	5,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	
Gomme-laque en bâton (kg)	4,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	
Benjoin (kg)	...	56,0	56,0	56,0	56,0	56,0	56,0	56,0	

Source : données communiquées par les autorités lao.

Tableau 6. Laos - Subvention au riz, 1979-82

(Kips)

	1979	1980	1981	1982
Coût par kg	1,8	3,0	3,8	6,6
Prix versé par l'Etat aux subventions de riz	0,5	1,7	2,5	4,3
Transport et usinage	1,0	1,0	1,0	2,0
Autres coûts de distribution	0,3	0,3	0,3	0,3
Prix de distribution par kg	0,45	3,0	3,0	3,0
Subvention par kg	1,35	--	0,8	3,6
Subvention totale (millions de kip)	135	--	80	360

Source : sur la base des données communiquées par les autorités lao.

Tableau 7. Laos - Indice du coût de la vie, 1980-82

(Janvier 1980 = 100; moyenne annuelle)

	Indice du coût de la vie des employés du secteur public	Indice des prix de vente officiels de riz	Indice du coût de la vie des autres salariés ¹	Indice du prix de vente du riz sur le marché libre ¹	Taux de change sur le marché parallèle
Mars 1980	109	100	118	113	100
Juin	129	100	173	165	160
Sept.	135	100	216	213	147
Déc.	123	100	167	150	160
Mars 1981	141	100	197	150	187
Juin	160	100	288	275	267
Sept.	185	100	323	275	267
Déc.	185	100	323	275	400
Mars 1982	256	100	408	350	400
Juin	362	100	696	625	500

Sources : données communiquées par les autorités lao et estimations des services du Fonds.

¹Sur la base des prix en vigueur sur le marché libre à Vientiane seulement.

IV. Stratégie de développement à moyen terme

En novembre 1980, le Conseil des ministres a pris un décret définissant l'orientation de base du développement économique et social pour 1981-85 dans le cadre du Cinquième plan quinquennal de développement. A la suite de la période de transition 1976-80, l'objectif économique fondamental pour la période allant de 1981 à 1985 est de créer une économie socialiste dotée d'une agriculture, d'une sylviculture et d'une industrie développées capables de répondre aux besoins croissants de la population. Les objectifs quantitatifs ont été fixés à titre indicatif de manière à établir un ordre de priorité et à définir l'orientation générale de l'économie; ils ne doivent, toutefois, pas jouer le rôle de directives d'ordre quantitatif pour les responsables. La planification annuelle restera flexible et sera dictée par le pragmatisme, en particulier en ce qui concerne la disponibilité des ressources extérieures et intérieures et la capacité d'absorption du pays.

Le premier plan quinquennal a pour objectif d'améliorer le système des transports, de parvenir à l'autonomie en matière de production de riz - ce qui supposera un niveau de production de paddy de 1,4 million de tonnes - de développer les autres cultures et d'améliorer le potentiel des exportations du pays. Reconnaisant le rôle essentiel des transports et des communications, le plan envisage de consacrer à ces secteurs jusqu'à 40 % des investissements contre 26 % à l'agriculture, à la sylviculture et à l'irrigation, 20 % à l'industrie et 14 % aux autres secteurs, notamment les services sociaux. La plus haute priorité au sein du secteur des transports est accordée à la construction de la route 9 et à la remise en état de la route 13. La route 9 reliera le sud du Laos au port de Danang au Viet-Nam et réduira la dépendance du pays à l'égard de Bangkok qui est sa principale ouverture sur la mer. La route 13 va du nord au sud et relie les principales villes du Laos. En outre, le plan prévoit de créer une entreprise publique qui sera responsable des transports intérieurs et assurera la gestion des moyens de transport du secteur public. Les vastes ressources du pays en bois d'œuvre seront exploitées mais d'une façon ordonnée et planifiée; à cet effet, les autorités interdiront strictement les abattages qui n'auront pas été autorisés et demanderont aux entreprises d'Etat régionales chargées de l'exploitation forestière de reboiser les régions dont les arbres auront été débités en grumes. Enfin, le plan vise à remettre en état l'appareil industriel du pays pour absorber et transformer la production agricole et la production forestière de plus en plus grandes, à l'exception d'une usine de fabrication de ciment, aucune nouvelle entreprise industrielle d'une certaine importance ne sera créée.

Les efforts des autorités se heurtent à un certain nombre de contraintes. Le Laos souffre d'une grave pénurie de cadres tant au niveau technique qu'au niveau de la gestion. La capacité du pays à absorber l'aide étrangère est limitée, non seulement en raison du manque de main-d'œuvre et de compétences techniques mais aussi de la lourdeur des procédures administratives et de l'absence de coordination entre les ministères intéressés. L'épargne nationale est nettement insuffisante pour permettre de réaliser les investissements intérieurs et, dans bien des cas, le manque de fonds de contrepartie ralentit les investissements

financées à l'aide de ressources extérieures. Pour surmonter ces contraintes, les autorités entendent éviter de recourir excessivement à l'appareil administratif et laisser le secteur privé jouer un rôle plus grand dans la production, le commerce et les investissements. En outre, elles entendent renforcer la mobilisation des ressources intérieures en améliorant le rendement des entreprises publiques, en éliminant les subventions et en rendant plus efficace le recouvrement de l'impôt.

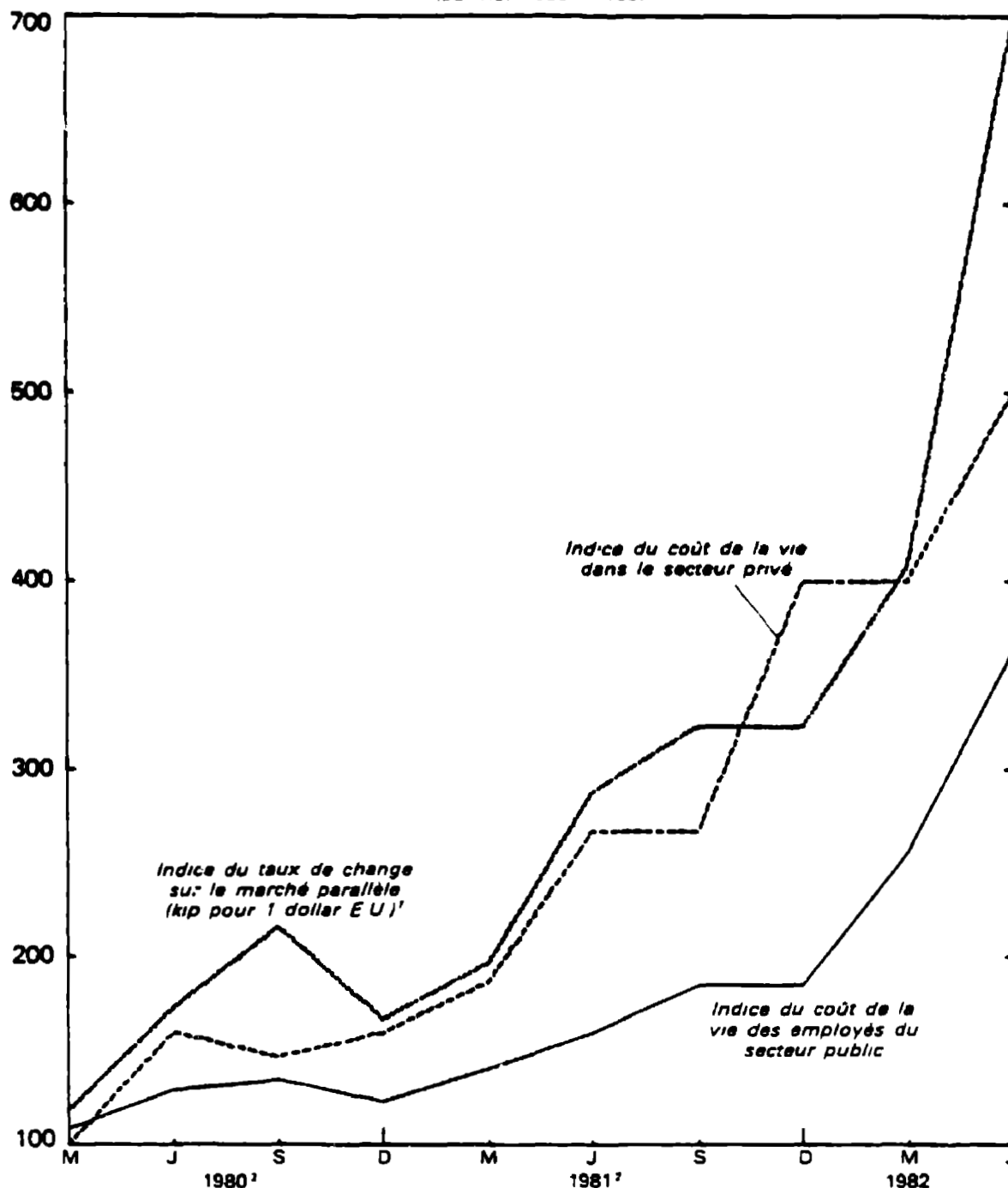
L'un des principaux objectifs du plan quinquennal est d'améliorer les résultats du Laos en matière d'exportation. Le plan mise sur une expansion des exportations de bois d'oeuvre, de café, d'étain, de gypse, d'électricité et d'articles d'artisanat. En ce qui concerne les quatre premiers produits, les autorités comptent sur l'aide des pays étrangers. La Suède et un certain nombre de pays du CAEM ont contribué à la création de 8 sociétés forestières régionales; l'URSS et l'Allemagne orientale se sont déclarées intéressées par la remise en état et l'expansion des plantations de café. En outre, l'URSS fournit son assistance pour exploiter les gisements d'étain récemment découverts et le Viet-Nam pour exploiter des mines de gypse. Récemment, le Laos a obtenu des moyens de financement du groupe de la Banque mondiale et du Fonds de l'OPEP pour installer un cinquième générateur au barrage de Nam Ngum, ce qui portera la capacité de production totale d'électricité du barrage de 110 à 150 mégawatts. Le nouveau générateur devrait commencer à fonctionner en 1984. Les recettes tirées de l'exportation d'électricité augmenteront aussi du fait du nouvel accord signé en 1981 par le Laos et la Thaïlande. Aux termes de cet accord, le prix à l'exportation de l'électricité a été majoré de 200 % en 1981 et subira une hausse annuelle de 9 % au cours des années suivantes.

GRAPHIQUE 1

LAOS

EVOLUTION DES PRIX ET EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE SUR LE
MARCHÉ PARALLELE, 1980 I - 1982 II

(Janvier 1980 = 100)



Source : calculs effectués par les services du Fonds sur la base des données communiquées par les autorités lao.

¹ Entre janvier 1980 et décembre 1981, le taux de change utilisé dans les transactions officielles n'a pas varié, soit 10 kips = 1 dollar E.U. En janvier 1982, il a été modifié, soit 35 kips = 1 dollar E.U.

² Les parties grises correspondent à la fermeture de la frontière lao-thaïlandaise.

V. Finances publiques

1. Structure du secteur public lao

Le secteur public comprend l'administration centrale, 13 administrations provinciales et un certain nombre d'entreprises publiques qui sont sous la tutelle de ministères déterminés ou d'une autorité provinciale. Le budget est préparé en même temps que le plan de production annuel et reflète les activités de l'administration centrale et des provinces. Les entreprises d'Etat ont leur propre budget mais leurs opérations ont des effets sur les recettes budgétaires (par le biais des transferts des excédents d'exploitation et des taxes sur le chiffre d'affaires) et les dépenses budgétaires (100 % de leurs besoins en capital fixe et 50 % de leur capital circulant sont financés par le budget central: le solde du capital circulant est financé par la banque centrale). L'aide étrangère en nature et spécifique qui entre dans le budget est évaluée à un prix forfaitaire ou aux prix pratiqués sur les marchés mondiaux.

2. Résultats budgétaires globaux, 1979-82

Après un relâchement de la discipline budgétaire qui a suivi la guerre de 1975, les autorités ont adopté en 1979 et en 1980 des mesures visant à renforcer les finances publiques. Celles-ci comprenaient l'application plus rigoureuse du Code des impôts, le contrôle plus strict des dépenses, l'ajustement des prix officiels au niveau des coûts et le renforcement de la surveillance des activités financières des entreprises publiques. Ces mesures, associées à un regain d'activité économique, ont entraîné une amélioration considérable des résultats budgétaires. Selon les estimations, la part des recettes budgétaires dans le PIB est passée de 11 % en 1979 à 20 %, en 1982 car les transferts des entreprises publiques qui représentent environ 70 % des recettes totales se sont considérablement accrus (tableau 8). En outre, selon les estimations, le rapport entre les dépenses et le PIB est passé de 25 % en 1979 à 40 % en 1982, principalement du fait d'une expansion des dépenses de développement. Ces dernières devraient passer de 10 % en 1979 à environ 23 % du PIB en 1982.

En dépit de leur très forte augmentation, les recettes sont demeurées nettement inférieures aux dépenses, ce qui a provoqué d'importants déficits budgétaires. En 1980, le déficit est passé à 20 % du PIB, alors qu'il était de 15 % en 1979. Il a baissé à 13 % en 1981, mais il devrait atteindre de nouveau 20 % en 1982. Bien que le déficit ait été financé entièrement au moyen de l'aide étrangère ces dernières années, la part de l'aide étrangère dans les dépenses totales a progressivement diminué : de 56 % du total des dépenses budgétaires en 1979, elle est tombée à moins de 50 % dans le cadre du budget révisé pour 1982. En outre, les recettes intérieures devraient être supérieures aux dépenses ordinaires pour la première fois en 1982. L'excédent est estimé à environ 4 % du PIB.

3. Le budget de 1981

a. Recettes

Les recettes intérieures ont augmenté de 172 % en 1980, dans une large mesure à la suite des ajustements des prix officiels; les transferts des entreprises publiques ont triplé et les recettes fiscales provenant du secteur privé ont doublé. Le budget de 1981 prévoyait une nouvelle expansion des recettes de 28 %, principalement en raison d'un accroissement de 25 % des transferts des entreprises publiques (tableau 9). Il prévoyait également une amélioration du recouvrement de l'impôt provenant du secteur privé par le biais d'une application plus rigoureuse des dispositions fiscales, d'une modification de l'impôt agricole et d'une nouvelle définition du revenu des entreprises pour tenir compte de l'inflation de l'année précédente. Selon les estimations, les recettes fiscales provenant du secteur privé devraient augmenter de 61 %, ce qui représente 16 % des recettes totales.

Les résultats effectifs pour 1981 indiquent que les recettes ont progressé de 32 % et se sont établies à 989 millions de kips. Cette amélioration s'est produite en dépit d'un ralentissement de l'activité économique pendant le premier semestre de 1981 dû à la fermeture de la frontière avec la Thaïlande pendant trois mois. Cette fermeture a eu pour conséquence une contraction par rapport aux prévisions des recettes au titre des impôts sur le commerce international, qui se sont élevés à 109 millions de kips, contre un montant de 164 millions de kips inscrit au budget (tableau 10). Une autre conséquence a été le ralentissement de la production des entreprises d'Etat par rapport aux prévisions, ce qui explique que les recettes provenant de la taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises d'Etat se soient élevées à 119 millions de kips, alors que le montant inscrit au budget était de 133 millions de kips. Toutefois, les excédents d'exploitation et les autres transferts des entreprises publiques ont augmenté de 35 % et ont été supérieurs de 14 % aux prévisions budgétaires⁴. Cette augmentation s'explique en partie par l'amélioration des bénéfices enregistrée par la Société Electricité du Laos à la suite du triplement du prix de l'électricité vendue à la Thaïlande, et en partie par les transferts au budget de l'excédent du capital circulant effectués par certaines entreprises publiques, la SCL en particulier. Le montant des provisions pour amortissement transférées au budget par les entreprises publiques a aussi été supérieur au montant inscrit au budget car les nouvelles installations ont commencé à fonctionner; il est passé de 53 millions de kips en 1980 à 100 millions

⁴ S'il est vrai que les recettes provenant de la taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises publiques ont été inférieures aux prévisions budgétaires de 1981, le montant des excédents d'exploitation transféré par ces entreprises a été supérieur aux prévisions budgétaires. Cet écart tient aux méthodes de calcul. La taxe sur le chiffre d'affaires est perçue sur les biens évalués à un certain prix au début de l'exercice financier; cette évaluation ne varie pas dans le cas de hausses de prix en cours d'année. En 1981, les bénéfices réalisés par Electricité du Laos ont augmenté à la suite d'une hausse des prix de l'électricité.

de kips. Les recettes provenant de la taxe sur le chiffre d'affaires dans le secteur privé ont également été supérieures aux prévisions budgétaires, sous l'effet du redressement de l'activité économique et d'un meilleur recouvrement des arriérés fiscaux.

b. Dépenses

Les dépenses inscrites au budget de 1981 devaient initialement augmenter de 23 %; 44 % des dépenses totales devaient être financées au moyen de ressources intérieures. L'augmentation de 10 % des dépenses ordinaires devait principalement permettre de faire face à la hausse du coût des matériels et fournitures importés et, dans une moindre mesure, au niveau élevé des paiements d'intérêts au titre de la dette extérieure. Les effectifs de la fonction publique devaient être réduits d'environ 25 %. Les dépenses en capital devaient enregistrer un accroissement de 41 %, dont la majeure partie serait affectée à l'industrie et au secteur des communications (tableau 11).

Les dépenses effectives en 1981 ont augmenté de seulement 10 % et ont atteint 1.956 millions de kips, soit une diminution de 10 % par rapport au budget initial. Les dépenses ordinaires se sont maintenues à leur niveau de 1980, à savoir 1.028 millions de kips, tandis que les dépenses en capital se sont accrues de 23,8 % et se sont établies à 928 millions de kips. La majeure partie de la contraction des dépenses ordinaires est due au fait que le niveau des dépenses de matériel s'est inscrit en deçà des prévisions. Les dépenses au titre des traitements et des salaires sont tombées à 200 millions de kips comme le prévoyait le budget. Les dépenses en capital ont augmenté de 178,6 millions de kips par rapport à 1980 mais elles sont demeurées inférieures de 127 millions de kips au montant inscrit au budget initial. Les dépenses en capital dans l'agriculture et la sylviculture ont dépassé les niveaux prévus au budget mais le niveau des investissements dans l'industrie, les communications et le commerce est resté en deçà des objectifs fixés.

Le ralentissement des dépenses en capital qui n'ont pas atteint le montant inscrit au budget s'explique par la diminution de l'aide extérieure par rapport aux prévisions ainsi que par la volonté des autorités d'éviter de financer les déficits budgétaires par le recours au système bancaire. Les versements effectifs au titre de l'aide extérieure se sont élevés seulement à 966,5 millions de kips, soit 253,5 millions de kips de moins que le montant inscrit au budget; cette différence est attribuable au retard subi par les versements à la suite de la fermeture de la frontière, à des difficultés internes en matière de transport et de sécurité et à une réduction de l'aide en nature fournie par les pays du CAEM.

4. Budget de 1982

Dans le cadre du budget initial de 1982, les recettes devaient, selon les projections, s'établir à 1.190 millions de kips, soit 201 millions de kips ou 20 % de plus qu'en 1981. Les transferts des entreprises publiques devaient passer de 713 à 876 millions de kips sous l'effet d'un redressement de l'activité économique, d'une hausse des prix officiels et de l'incidence, en année pleine, du triplement du prix

à l'exportation de l'électricité. Les recettes fiscales provenant du secteur privé devaient passer de 200 à 252 millions de kips, du fait d'une expansion de l'activité dans ce secteur. Selon le budget, les dépenses devaient augmenter modérément en 1982. Les dépenses ordinaires devaient s'accroître seulement de 2,5 % et atteindre 1.054 millions de kips, et ce parce que les autorités envisageaient de ne pas relever le niveau de l'emploi dans le secteur public et de permettre seulement une faible augmentation des achats de matériel et de fournitures. Les dépenses en capital devaient s'accroître de 18 % et s'établir à 1.098 millions de kips. Le déficit budgétaire devait tomber de 966,5 millions de kips en 1981 à 962 millions de kips. Comme les années précédentes, il devait être financé entièrement au moyen de ressources extérieures.

Deux réformes importantes appliquées dans la première moitié de l'année influenceront fortement sur les résultats du budget de 1982. Premièrement, les prix officiels ont été sensiblement majorés à la suite de la dépréciation du kip et du relèvement des prix payés aux agriculteurs par l'Etat. Deuxièmement, pour compenser l'augmentation des prix officiels à la consommation, les salaires du secteur public ont été relevés de 50-70 % pendant la période allant de janvier à juin. La dépréciation du kip a modifié la valeur de l'aide extérieure qui a plus que triplé ainsi que le coût des importations publiques. Telles sont les raisons pour lesquelles les prévisions budgétaires révisées de 1982 diffèrent considérablement du budget initial.

Dans le budget révisé, les recettes devraient, selon les projections actuelles, atteindre 2.755 millions de kips, soit un accroissement de 180 % par rapport à 1981, principalement attribuable à une forte augmentation des transferts des entreprises publiques. L'excédent d'exploitation de ces entreprises devrait progresser de 280 % par rapport à son niveau de 1981, du fait que les marges bénéficiaires qui ne varient pas sont appliquées à des prix nettement plus élevés. En outre, Electricité du Laos sera en mesure d'accroître ses transferts au budget d'un montant pouvant atteindre 685 millions de kips en raison du triplement du prix à l'exportation de l'électricité et de la conversion de ses recettes en devises à un taux déprécié. Les provisions pour amortissement versées par les entreprises publiques devraient, selon les projections, tripler par rapport à leur niveau de 1981, l'ensemble des équipements importés étant réévalué en fonction de la dépréciation du taux de change.

Toutefois, les transferts des entreprises d'Etat seront affectés par la forte hausse du coût des subventions au riz à laquelle la SCL fait face au moyen des bénéfices qu'elle réalise sur d'autres produits. Depuis la réforme des prix de 1980, année où la subvention au riz a presque été réduite à zéro, le prix de vente officiel du riz n'a pas pu suivre l'augmentation des coûts. A la suite des hausses récentes du prix à la production négocié entre l'Etat et les cultivateurs de paddy et de l'accroissement des coûts de transport, le montant des subventions totales au titre du riz entre 1981 et 1982 a augmenté de quatre fois, selon les estimations, et a atteint 2,6 % du PIB et 13,1 % des recettes budgétaires.

Une nouvelle libéralisation des activités du secteur privé devrait avoir une forte incidence sur les recettes fiscales. A cet égard, il convient de noter que le secteur privé a récemment été autorisé à signer des contrats avec les pouvoirs publics et à fournir des matériaux de construction. Les recettes fiscales provenant du secteur privé devraient, selon les projections, passer à 415 millions de kips, soit plus du double du montant recueilli en 1981; environ 72 % du total seront obtenus au moyen d'impôts sur le commerce et l'industrie (patente, taxe sur le chiffre d'affaires et impôts sur les bénéfices). L'impôt agricole, calculé en fonction du nouveau prix officiel d'achat, devrait permettre aux autorités de recueillir 117 millions de kips, soit plus de deux fois le montant obtenu en 1981. Le produit des droits à l'importation devrait augmenter de 70 % par rapport à son niveau de 1981; les droits de douane étant encore calculés au taux de 10 kips pour un dollar E.U., cet accroissement est dû à un redressement du volume des importations par rapport à leur niveau peu élevé de 1981.

Selon les estimations, les dépenses budgétaires devraient s'accroître de 180 % par rapport à 1981. En valeur réelle, toutefois, les dépenses seront approximativement analogues à celles de 1981. Les dépenses ordinaires devraient, selon les projections, s'accroître de 120 %, du fait de l'augmentation des coûts et des prix intérieurs, d'un alourdissement du service de la dette dû à la dépréciation du kip et d'une hausse de 50 à 70 % du salaire des fonctionnaires. Cette augmentation de salaire a pris effet en janvier 1982 dans certaines branches du secteur public et a été appliquée aux autres branches entre avril et juin. La hausse de salaire, toutefois, devrait être en partie compensée par une nouvelle réduction des effectifs dans le secteur public. Les paiements au titre des salaires devraient, selon les estimations, s'élever à 280 millions de kips, soit seulement 40 % de plus qu'en 1981. Ce montant représente seulement 12 % des dépenses ordinaires. Les dépenses en capital devraient s'élever à 3.216 millions de kips, soit une augmentation de 250 % par rapport à 1981. Une baisse réelle de l'aide budgétaire extérieure sera largement compensée par une progression des recettes publiques. Environ 30 % des dépenses en capital devraient être consacrés à l'agriculture et à la sylviculture, 18 % à l'industrie et à l'énergie et 38 % aux transports, aux communications et aux travaux publics.

Le déficit budgétaire global devrait s'élever à 2.720 millions de kips en 1982, et sera entièrement financé au moyen de ressources extérieures. Bien que le déficit soit nettement supérieur à celui de 1981, il n'est pas le signe de l'adoption de politiques expansionnistes. Dans une large mesure, l'augmentation est due au fait que les recettes au titre de l'aide et les dépenses correspondantes sont évaluées à un taux de change de 35 kips, au lieu de 10 kips, pour un dollar E.U. Exprimé en pourcentage du PIB, le déficit budgétaire devrait passer à 20 % contre 13 % en 1981.

5. Réformes dans le secteur des entreprises publiques

Au cours des trois dernières années, les autorités ont appliqué des mesures qui, associées à une politique de fixation des prix plus souple, visaient à améliorer les résultats financiers et à accroître la productivité des entreprises publiques. Ces mesures comprenaient une autonomie plus grande des décisions concernant la production et les investissements, une amélioration des méthodes comptables et un renforcement de la discipline financière. Les entreprises publiques doivent actuellement avoir des budgets équilibrés ainsi qu'une petite réserve qui leur permet de combler des déficits temporaires. En janvier 1982, les autorités ont appliqué de nouvelles réformes. Les prix de vente des entreprises publiques ont été relevés et les directeurs de ces entreprises ont dû fixer le nombre de leurs employés en fonction de la quantité de travail à fournir. Il leur a été interdit d'intégrer le coût de la main-d'oeuvre en surnombre dans le total des coûts de production. En outre, trois entreprises (fabriquant du contre-plaqué, du tabac et de la bière) ont bénéficié d'une plus grande autonomie et ont été autorisées à conserver une plus grande part des bénéfices. Plus particulièrement, elles ont été autorisées à négocier directement avec les clients et les fournisseurs étrangers, ainsi qu'avec d'autres sociétés nationales et à retenir 40 % de leur profit planifié alors que les autres sociétés n'en retiennent que 10 à 20 %. La moitié des bénéfices non transférés sont consacrés aux investissements, 25 % au fonds de sécurité et 25 % à des primes aux travailleurs. Etant donné le peu d'importance du fonds d'investissement, celui-ci ne peut servir à l'heure actuelle qu'à certaines fins, telles que l'amélioration des conditions de travail. Le fait que les entreprises retiennent un montant plus élevé de bénéfices signifiera initialement que leurs transferts à l'Etat seront moins importants, mais elles seront encouragées à produire davantage et finalement les recettes de l'Etat s'en trouveront accrues. Ce nouveau système en matière de gestion et de bénéfices sera élargi aux autres entreprises publiques si les autorités jugent que cette nouvelle politique est couronnée de succès.

Tableau 8. Laos - Résultats budgétaires par rapport
au PIB 1979-82

(En pourcentage du PIB)

	1979	1980	1981	1982 ¹
Recettes	10,7	14,4	13,2	20,0
Dont : transferts provenant des entreprises publiques	7,4	10,9	9,5	5,3
impôts sur le secteur privé	1,9	1,9	2,7	3,0
Dépenses	25,4	34,2	26,1	39,7
Ordinaires	15,7	19,8	13,7	16,4
En capital	9,7	14,4	12,4	23,3
Déficit (-)	14,7	19,8	12,9	19,7
Financement intérieur	0,5	-0,1	--	--
Financement extérieur	14,2	19,9	12,9	19,7

Source : estimations des services du Fonds.

¹Sur la base du budget révisé de 1982.

Tableau 9. Laos - Budget, 1979-82

(Millions de kips)

	1979	1980	1981		1982	
			Budget	Résultats	Budget ¹	Estimations provisoires
Recettes	268,0	748,2	961,4	989,2	1.190,0	2.755,0
Transferts des entreprises publiques	184,2	567,8	710,4	713,3	876,3	2.255,0
Impôts sur le secteur privé	48,4	98,3	158,2	200,1	251,7	415,0
Autres recettes	35,4	82,1	92,8	75,8	62,0	85,0
Dépenses	636,0	1.776,9	2.181,4	1.955,8	2.152,0	5.475,0
Dépenses ordinaires	393,9	1.028,0	1.127,1	1.028,3	1.053,6	2.259,0
Dont : traitements et salaires						
Dépenses en capital	242,1	748,9	1.054,3	927,5	1.098,4	3.216,0
Dont :						
communications et travaux publics	(...)	(282,6)	(442,9)	(373,0)	(440,0)	(1.231,2)
agriculture et sylviculture	(74,3)	(178,8)	(233,3)	(282,8)	(307,3)	(955,5)
industries, industries extractives et commerce	(...)	(43,4)	(153,1)	(148,9)	(174,3)	(573,0)
Déficit budgétaire	-368,0	-1.028,7	-1.220,0	-966,5	-962,0	-2.720,0
Financement du budget	368,0	1.028,7	1.220,0	966,5	962,0	2.720,0
Intérieur (recours à la BNL)	13,6	-4,0	--	--	--	--
Extérieur	354,5	1.032,7	1.220,0	966,5	962,0	2.720,0
Aide spécifique (au projet)	(...)	(...)	(660,0)	(...)	(...)	(2.275,0)
Aide en nature	(...)	(...)	(400,0)	(...)	(...)	(445,0)
Autres formes d'aide	(...)	(...)	(160,0)	(...)	(...)	(--)

Source : ministère des Finances.

¹ Non compris la dévaluation du kip et les hausses de salaires de janvier 1982.

Tableau 10. Laos - Recettes budgétaires, 1980-82

(Millions de kips)

	1981		1982	
	1980	Budget	Estimations provisoires	Budget
			Estimations provisoires	Estimations provisoires
Recettes budgétaires	300,3	418,2	395,6	503,8
Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux	15,4	28,4	30,8	35,0
Impôt sur les traitements et les salaires	1,3	1,5	1,0	3,0
Impôt agricole	31,0	57,2	55,4	81,0
Divers	0,1	0,8	...	...
Taxe sur le chiffre d'affaires	90,5	155,3	195,1	256,0
Dont : entreprises publiques	(81,0)	(132,7)	(119,3)	(166,0)
Patentes	6,6	11,2	4,4	5,0
Impôt sur le commerce international	155,4	163,8	108,9	123,8
Droits à l'importation	(...)	(104,7)	(83,9)	(89,2)
Dont : entreprises publiques	(...)	[71,0]	[54,9]	[56,0]
Droits d'exportation	(...)	(59,1)	(25,0)	(34,6)
Dont : entreprises publiques	(...)	[56,3]	[21,3]	[30,1]
Recettes non budgétaires	447,9	543,2	593,6	686,2
Excédent d'exploitation des entreprises publiques	312,4	367,2	420,4	474,4
Provisions pour amortissement versées par les entreprises publiques	53,4	83,2	100,0	150,0
Divers	82,1	92,8	73,2	61,8
Total	748,2	961,4	989,2	1.190,0
Total				2.755,0

Source : ministère des Finances.

Tableau 11. Laos - Classification économique des dépenses budgétaires, 1979-82
(Millions de kips)

	1979	1980	1981		1982	
			Budget	Estimations provisaires	Budget	Estimations provisaires
Dépenses ordinaires	393,9	1.028,0	1.127,1	1.028,3	1.053,6	2.259,0
Traitements et salaires	113,9	269,6	198,0	200,0 ¹	200,0 ¹	280,0 ¹
Matériel et fournitures	95,5	667,8	816,7	725,0	765,0	1.798,0
Subventions aux entreprises publiques)	--	--	--	--	--
Bourses	165,3	55,9	61,5	56,1	58,0	82,0
Pensions	)	2,4	3,0	2,6	3,0	3,0
Autres subventions et transferts	)	9,7	10,7	--	--	--
Service de la dette	19,2	22,6	37,2	44,6	27,6	96,0
Dépenses en capital	242,1	748,9	1.054,3	927,5	1.098,4	3.216,0
Education	3,8	23,5	64,7	20,7	30,0	77,0
Santé	2,2	112,4	134,5	66,5	84,0	253,5
Agriculture	)	)	186,2)))
Sylviculture	74,3	178,8	47,2	292,8	307,3	955,5
Industrie, industries extractives, énergie	24,5	43,4	153,1	148,9 ²	174,3 ²	573,0 ²
Transports et communications	113,1	282,8	)	373,0	440,0	1.237,2
Commerce et coopératives	)	)	442,9)))
Travaux publics	24,2	108,0))))
Autres	--	--	25,8	35,6	62,8	119,8
Total	636,0	1.776,9	2.181,4	1.955,8	2.152,0	5.475,0

Source : ministère des Finances.

¹Estimations.

²Y compris la SCL.

VI. Monnaie et crédit

Le système monétaire laotien se compose de deux institutions : la banque centrale ou Banque nationale du Laos (BNL), qui émet la monnaie nationale, ouvre des crédits libellés en kips pour utilisation locale et tient les comptes de l'administration centrale et des collectivités provinciales; et la Banque pour le commerce extérieur lao (BCEL), une filiale de la BNL, qui est responsable des transactions internationales du Laos. Elle est le détenteur des réserves internationales et tient les comptes relatifs aux accords commerciaux avec les pays étrangers et les comptes des étrangers travaillant au Laos.

1. Politique et évolution

La politique de crédit est en grande partie déterminée par les plans de production annuels des entreprises d'Etat et le niveau des prix officiels; ces dernières années, elle a également été influencée par la volonté des autorités d'accroître le rôle du secteur privé dans l'activité économique. A cet effet, 52 nouvelles agences de la BNL ont été établies dans des zones rurales entre 1979 et 1982.

Le crédit total a augmenté de 25,1 % en 1981 (tableau 12). Bien que cet accroissement reste encore important, il est sensiblement inférieur à celui de l'année 1980, où les besoins de crédit intérieur avaient fortement crû en raison du relèvement marqué des prix et des programmes spéciaux d'importation. Le principal facteur d'expansion du crédit a été l'accroissement de 40 % des prêts à la SCL, suscité essentiellement par l'augmentation des achats officiels de riz à des prix plus élevés. La part de la SCL dans l'encours total du crédit accordé aux entreprises publiques est passée de 69 % à la fin de 1980 à 75 % à la fin de 1981 (tableau 13). Le crédit aux autres entreprises publiques a augmenté pendant la première moitié de l'année et diminué par la suite. L'accroissement pour l'année tout entière a été relativement réduit. La production industrielle intérieure, assez soutenue au début de l'année, a ralenti quand l'effet de la fermeture de la frontière a commencé de se faire sentir sur l'économie; par ailleurs, la société Electricité du Laos a pu, grâce à la hausse du prix de l'électricité et à l'amélioration de l'état de ses liquidités, opérer un remboursement net des crédits obtenus auprès du système bancaire.

Le crédit au secteur privé a augmenté de 20 millions de kips en 1981, passant de 32 à 52 millions de kips. Malgré cette expansion, il ne représentait que 4 % de l'encours total à la fin de 1981. L'accroissement du crédit au secteur privé reflète la volonté du gouvernement de donner à celui-ci un rôle accru dans la distribution de biens de consommation en zone rurale. Il s'explique aussi, dans une moindre mesure, par le fait que les banques ont ouvert des crédits pour financer la modernisation et l'expansion des petites entreprises familiales aptes à fournir des services au secteur public de transports et de réparation, notamment.

La liquidité intérieure n'a augmenté que de 3,5 % en 1981, son rythme de croissance annuel, d'environ 35 % pendant la première moitié de l'année, ayant ralenti pendant le second semestre. Cette évolution

s'explique essentiellement par l'expansion, suivie d'une baisse, des dépôts des entreprises d'Etat. L'accroissement de la liquidité intérieure en 1981 a été sensiblement inférieur au taux de croissance du PIB nominal estimé à 40 %. Cette différence peut être attribuée d'une part à la stabilité des prix dans le secteur public qui détient la plus grosse partie des liquidités et au fait, d'autre part, que la circulation, relativement importante, des devises dans le secteur privé semble s'être encore développée.

Pendant la première moitié de 1982, le crédit intérieur total n'a presque pas varié, car si les prêts nets à l'Etat ont diminué, les concours aux entreprises publiques ont augmenté de 15 millions de kips. Malgré les majorations sensibles des prix officiels entrées en vigueur au début de 1982, l'expansion du crédit intérieur total a été relativement modeste du fait essentiellement que les entreprises publiques ont continué d'écouler une partie des stocks excédentaires considérablement plus élevés, ce qui a réduit leur besoin de crédit. Les prêts à la SLC n'ont augmenté que de 3,4 % dans les dix premiers mois de 1982. Le crédit au secteur privé, dont l'activité a pourtant connu une expansion continue, est resté plus ou moins stationnaire pendant cette période. Cette situation s'explique principalement par le fait que devant l'incapacité du secteur privé à rembourser les emprunts antérieurs, les banques ont commencé à réclamer davantage de renseignements et la fourniture de plans de travail pour toute nouvelle demande de crédit. Ces exigences ont entraîné une diminution du nombre des demandes de crédit et peuvent être à l'origine de l'accroissement des emprunts non bancaires contractés auprès de la Thaïlande. La liquidité intérieure a progressé de 17 % (taux annuel) pendant la première moitié de 1982. La circulation fiduciaire s'est sensiblement accrue, en raison de la hausse des salaires des agents de l'Etat, entrée en vigueur pendant cette période.

2. Taux d'intérêt

Le niveau et la structure des taux d'intérêt n'ont pas été modifiés depuis juin 1979 et les taux d'intérêt réels sont très négatifs (tableau 4). C'est ce qui explique, outre les considérations d'ordre non économique, que l'épargne intérieure est restée faible, et n'a pas augmenté depuis la fin de 1980. La demande de crédit bancaire émane pour l'essentiel des entreprises publiques; les prêts alloués à ce secteur se fondent sur les plans de production annuels et non pas sur le coût du crédit ou la rentabilité des investissements. Par conséquent, le taux d'intérêt n'a probablement que peu d'effet sur la demande et sur l'encours du crédit. S'il est vrai que le secteur privé est plus sensible au coût du crédit bancaire, l'attachement au secret des affaires et le nombre limité des possibilités d'investissement sont encore probablement les deux grands éléments qui déterminent la demande de crédit émanant de ce secteur.

Outre qu'elles se sont orientées récemment vers une structure de prix qui reflète les coûts de production et les pénuries relatives, les autorités ont lancé une étude sur la politique des taux d'intérêt et pourraient, selon les résultats, modifier la structure et le niveau des taux d'intérêt au cours de 1983.

Tableau 12. Laos - Situation monétaire, 1979-82

(Millions de kips; fin de période)

	1979	1980	1981		1982
	Décembre		Juin	Décembre	Juin
Avoirs					
Avoirs extérieurs nets ¹	-243	-446	-478	-524	-367
Crédit intérieur	451	899	1.098	1.125	1.130
Etat (net)	59	55	15	18	7
Aux entreprises publiques	288	812	1.040	1.055	1.070
Au secteur privé	4	32	43	52	53
Autres postes (net)	183	135	282	194	164
Engagements					
Liquidité totale	291	768	902	795	927
Monnaie en circulation	100	157	165	169	231
Dépôts des entreprises publiques	169	519	656	551	610
Dépôts du secteur privé	18	82	71	65	77
Dépôts d'épargne	4	10	10	10	9

Source : données communiquées par les autorités lao.

¹Non compris les soldes des opérations effectuées dans le cadre d'accords bilatéraux de paiements.

Tableau 13. Laos - Bilan consolidé de la BNL et de la BCEL, 1979-82

(Millions de kips; fin de période)

	1979 Décembre	1980	1981 Juin	1981 Déc.	1982 Juin
Avoirs					
Avoirs extérieurs	270	192	140	139	292
Crédit intérieur	417	1.034	1.273	1.297	1.313
Etat	125	190	190	190	190
Secteur privé	4	32	43	52	53
Entreprises publiques	288	812	1.040	1.055	1.070
Dont : SCL	(157)	(564)	(655)	(788)	(815)
Autres avoirs (net)	183	315	282	194	164
Total	870	1.541	1.695	1.630	1.769
Engagements					
Engagements extérieurs	499	619	614	653	649 ¹
Court terme	8	22	24	23	44
Lettres de crédit	56	123	64	66	70
Long terme	96	97	97	97	97
Organisations internationales	337	374	426	464	435
Autres	2	3	3	3	3
Dépôts en devises étrangères	14	19	4	10	10
Dépôts à vue	253	736	902	788	870
Etat	66	135	175	172	183
Secteur privé	18	82	71	65	77
Entreprises publiques	169	519	656	551	610
Dépôts d'épargne	4	10	10	10	9
Circulation fiduciaire	100	157	165	169	231
Total	870	1.541	1.695	1.630	1.769

Source : données communiquées par les autorités lao.

¹ Les engagements extérieurs n'ont pas tous été évalués au nouveau taux de change (35 kips pour 1 dollar E.U.).

Tableau 14. Laos - Taux d'intérêt, 1979-82

(En pourcentage par an)

	Jusqu'en juin 1979	Depuis juin 1979
Taux des dépôts		
Comptes d'épargne	1,2	3,6
Dépôts à terme		
1 an	3,6	7,2
6 mois	3,6	4,0
3 mois	3,6	5,0
Taux débiteurs		
Agriculture, industrie et transports		
Court terme	6,0	4,8
Long terme	3,0	3,0
Commerce		
Secteur privé	...	12,0
Secteur public	12,0	7,2

Source : données communiquées par les autorités lao.

VII. Balance des paiements

1. Généralités et évolution globale

L'évolution de la balance des paiements s'est caractérisée par la détérioration du compte des opérations courantes, et bien que le Laos ait reçu une aide extérieure considérable sous forme de dons et de prêts, il a enregistré des déficits globaux en 1980 et 1981. L'aide extérieure fournie par la zone de non-convertibilité a pris une importance accrue, de même que les relations commerciales avec cette zone en général.

Le principal facteur à l'origine du déficit courant, qui a atteint en moyenne 15 % environ du PIB pendant la période 1979-81, est la faiblesse structurelle du secteur d'exportation. Celle-ci est imputable essentiellement au niveau insuffisant des prix, au manque d'incitations à la production des articles d'exportation traditionnels ainsi qu'aux mesures visant à donner à l'Etat le monopole de certaines exportations par l'intermédiaire de la SCL. A cela s'ajoute l'inefficacité du système de transports et la fermeture fréquente de la frontière avec la Thaïlande. Des mesures ont été prises récemment pour accroître les exportations : le kip a été dévalué au début de 1980 puis à nouveau au début de 1982; les prix à la production des marchandises exportables, en particulier le bois d'oeuvre et le café, ont été majorés et le secteur privé a bénéficié d'une libéralisation des activités économiques. L'effet des médiocres résultats du secteur d'exportation a été aggravé par l'importance des importations dont le pays a besoin. Bien que le Laos ait réduit, ces deux ou trois dernières années, sa dépendance vis-à-vis des importations alimentaires, celles de riz en particulier, l'effort de développement a nécessité l'achat de grandes quantités de matières premières, de biens d'équipement et de pétrole.

En 1980, la balance globale des paiements s'est considérablement détériorée, accusant un déficit de 11 millions de dollars E.U. alors qu'elle avait enregistré un excédent de 6,6 millions en 1979 (tableau 15). Ce recul était essentiellement dû à un fléchissement des exportations officielles vers la zone de convertibilité et à la forte augmentation des paiements afférents aux importations; l'aide extérieure n'a quasiment pas varié. Le déficit global a été financé par des prélèvements sur les réserves.

En 1981, l'état de la balance globale des paiements s'est quelque peu amélioré, le déficit atteignant 5,8 millions de dollars E.U. Les recettes officielles d'exportation ont augmenté d'environ 44 %, retrouvant leur niveau de 1979 : 19 millions de dollars E.U., tandis que les paiements afférents aux importations officielles demeuraient inchangés, atteignant environ 90 millions de dollars E.U. L'amélioration des résultats à l'exportation est exclusivement attribuable à la hausse des recettes tirées de la vente d'électricité à la Thaïlande (les prix ont triplé à partir du 1^{er} octobre) et à l'accroissement des exportations vers les pays socialistes dans le cadre des accords de compensation bilatéraux. Les exportations de produits traditionnels ont continué de stagner, en raison notamment de la fermeture de février à avril 1981 des points de vente situés le long de la frontière avec la Thaïlande. Les

importations ont souffert de la pénurie générale de devises, qui a fait suite à l'aggravation du déficit global en 1980, et de la fermeture de la frontière. Les importations n'entrant pas dans le cadre de l'aide et provenant de la zone de convertibilité ont diminué, passant de 42 millions de dollars E.U. en 1980 à 36 millions, en raison surtout de la baisse des achats alimentaires. Il en est résulté une contraction du déficit courant qui a atteint 92 millions de dollars E.U., soit 12 % du PIB, contre 103 millions, soit 20 % du PIB, en 1980.

Les perspectives pour 1982 indiquent un solde global légèrement excédentaire. Pendant les six premiers mois de l'année, la balance globale était presque en équilibre. Le relèvement des prix de l'électricité produisant pleinement ses effets maintenant, les exportations officielles vers la zone de convertibilité ont atteint près de 12 millions de dollars E.U. dans la période allant de janvier à juin. Les exportations vers la zone de non-convertibilité ont également fait preuve de dynamisme, dépassant les 6 millions de dollars E.U. Ce résultat favorable a permis d'accroître fortement les importations ne faisant pas l'objet d'une aide et provenant de la zone de convertibilité; les importations financées par l'aide et les importations effectuées dans le cadre des accords de compensation ont, elles aussi, augmenté. Pour l'année tout entière, on s'attend que les recettes d'exportation et les dépenses au titre des importations soient nettement supérieures aux chiffres correspondants pour 1981. Le déficit courant devrait sensiblement s'aggraver en 1982 et atteindre 96 millions de dollars E.U., soit 24 % du PIB. Toutefois, grâce à l'augmentation prévue de l'aide extérieure, qui devrait atteindre 96 millions de dollars E.U., il est possible que la balance des paiements du Laos enregistre un léger excédent (2 millions de dollars E.U.).

La balance des paiements du Laos n'enregistre que les transactions internationales du secteur officiel d'Etat. En 1979, le secteur privé et les autorités provinciales ont reçu l'autorisation d'importer et d'exporter; l'amélioration sensible de l'approvisionnement intérieur en nombreux produits importés semble indiquer que ce commerce privé a connu une expansion très rapide depuis. En avril 1981, la SCL a reçu le monopole de l'exportation de six produits essentiels et de l'importation d'une liste spécifique d'articles parmi lesquels le riz, le sucre, les matériaux de construction, les pièces de rechange et les biens d'équipement. Le secteur privé et les autorités provinciales peuvent échanger librement tous les autres produits. On ne dispose pas de données fiables sur les transactions opérées en dehors du secteur officiel d'Etat.

2. Le compte des opérations courantes

a. Exportations

Le secteur d'exportation du Laos s'est caractérisé avant tout, ces dernières années, par la faible croissance des ventes officielles de produits traditionnels tels que le bois et les produits du bois, l'étain et le café, qui sont dirigés vers la zone de convertibilité. Ce résultat s'explique dans une certaine mesure par le fléchissement des cours

mondiaux mais surtout par l'insuffisance des incitations offertes aux producteurs locaux, comparée à la volonté des autorités de placer toutes les exportations sous le contrôle de la SLC, alors que celle-ci manque à la fois de cadres techniques et de gestionnaires. Cette politique a eu des conséquences fâcheuses sur les produits forestiers autres que le bois d'oeuvre, qui ont quasiment cessé d'être exportés par les voies officielles, en 1981. Plus généralement, les problèmes de transport et de distribution ainsi que la fermeture fréquente de la frontière ont beaucoup contribué aussi à la faiblesse des exportations. En outre, une part croissante des exportations qui étaient payées au comptant en monnaie convertible sont désormais dirigées vers des pays du CAEM dans le cadre des accords bilatéraux de compensation négociés annuellement.

Conscientes du besoin de dynamiser le secteur d'exportation, les autorités laotiennes ont récemment adopté des mesures visant à stimuler la production de biens exportables. Depuis janvier 1982, les exportations et importations officielles sont évaluées au taux de 35 kips pour un dollar E.U., contre 10 kips auparavant; les prix à la production du bois d'oeuvre et du café ont été sensiblement relevés ces deux dernières années - bien qu'ils restent encore nettement inférieurs aux cours mondiaux - et les autorités locales sont autorisées à négocier les prix d'acquisition des produits d'exportation avec les producteurs privés.

Les exportations vers la zone de convertibilité ont baissé d'environ 30 % en 1980, en raison essentiellement du net fléchissement des ventes de café et de bois d'oeuvre (tableau 16). Ces résultats sont en partie dus au fait que la frontière avec la Thaïlande a été fermée pendant deux mois au milieu de 1980 et qu'un seul point près de Vientiane a été ouvert par la suite. Les recettes tirées des exportations vers la zone de convertibilité sont restées médiocres en 1981, ne dépassant pas leur niveau de 1980. Les exportations de bois d'oeuvre ont continué de régresser, et les exportations au comptant de café ont été quasiment nulles; toutefois, la valeur globale des exportations s'est maintenue grâce à l'augmentation des recettes tirées de la vente d'électricité à la Thaïlande. La chute des exportations de café vers la zone de convertibilité est due à la forte progression des ventes de ce produit aux pays socialistes dans le cadre des accords de compensation bilatéraux; le fléchissement des exportations de bois d'oeuvre s'explique par un désaccord avec les négociants thaïlandais sur les prix notamment, et par le fait que le gouvernement a retiré au secteur privé et aux autorités provinciales le droit d'exploiter et d'exporter le bois. Le prix à l'exportation de l'électricité a été multiplié par trois à partir du 1^{er} octobre 1981, ce qui a porté les recettes tirées de la vente de ce produit de 5,3 millions de dollars E.U. en 1980 à 7,9 millions en 1981. Les ventes de produits traditionnels aux pays socialistes, à des prix généralement comparables aux cours mondiaux, ont accru les recettes totales d'exportation⁵.

⁵Depuis 1981, les flux commerciaux entre le Laos et les pays du CAEM sont évalués sur la base d'une moyenne mobile sur trois ans des cours mondiaux des produits échangés.

Les données sur les exportations pour les six premiers mois de 1982 suivent la tendance observée en 1981. A l'exception de l'électricité les exportations de marchandises en direction de la zone de convertibilité ont été nulles, si ce n'est une petite quantité de bois d'oeuvre. Les exportations de ce produit ont été limitées car la SCL se refuse à vendre à bas prix. Les prix négociés des sciages laotiens vendus à la Thaïlande sont inférieurs d'un tiers aux cours mondiaux actuels des bois durs de qualité comparable. La part de l'électricité dans les exportations totales (11,8 millions de dollars E.U.) a atteint 10,2 millions de dollars E.U. Malgré la facture pétrolière, qui se monte désormais à 17 millions de dollars E.U. par année, la balance énergétique du Laos s'est sensiblement améliorée depuis la forte hausse des recettes d'exportation fournies par l'électricité. Alors qu'un déficit, estimé à 7,6 millions de dollars E.U., avait été enregistré en 1980, les projections pour 1982 indiquent un excédent d'environ 6 millions de dollars E.U. Les exportations vers la zone de non-convertibilité ont nettement progressé, atteignant 6,2 millions de dollars E.U. et portant le total des exportations officielles à quelque 18 millions de dollars E.U.

Les perspectives pour le reste de 1982 paraissent, dans l'ensemble, plus favorables. D'importants stocks de bois se sont accumulés depuis l'introduction, en 1981, de la législation interdisant la vente de bois non traité et les autorités ont récemment signé des contrats pour l'exportation d'une partie de ces stocks. Les recettes des ventes d'électricité se maintiendront à un niveau élevé et les exportations de café devraient progresser. Pour l'année tout entière, les exportations vers la zone de convertibilité représenteront, selon les projections, 30 millions de dollars environ et les exportations vers la zone de non-convertibilité quelque 18 millions de dollars.

L'évolution des exportations depuis 1980 montre la place grandissante qu'occupe le groupe des pays du CAEM dans le système d'accords commerciaux appliqué par le Laos. Jusqu'en 1980, les accords bilatéraux de commerce conclus avec ces pays entraient dans l'important déséquilibre, et la quasi-totalité des exportations lao était destinée à la zone de convertibilité; ces déficits (non compris les importations et l'assistance technique affectée aux projets) étaient financés par des crédits à long terme. Toutefois, à partir de 1981, le commerce de marchandises avec la plupart des pays du CAEM a été subordonné aux modalités plus rigoureuses de 1981, le Laos a conclu avec certains pays membres du CAEM des accords bilatéraux de compensation de 5 ans, dont l'application nécessite l'application de protocoles établis chaque année. Les accords fixent des limites aux déficits annuels que le Laos peut enregistrer dans ses transactions avec ces pays et ceux-ci doivent être équilibrés par des transactions commerciales dans la période de six mois commençant à la fin de l'année pendant laquelle ils se sont produits. Toutefois, il est possible de convertir le reliquat des déficits en prêts à long terme d'une durée de 30 ans, à un taux d'intérêt annuel de 2 %). Le déficit du Laos vis-à-vis des pays du CAEM s'est élevé en 1981 à l'équivalent de 8,4 millions de dollars E.U. Il semble que ce déséquilibre doit s'accroître en 1982 et atteindre quelque 27 millions de dollars E.U.

b. Importations

Le Laos, dont la capacité manufacturière intérieure est quasiment inexistante, est fortement tributaire des importations de biens d'équipement et de consommation. Avant 1981, le pays devait nécessairement importer des denrées alimentaires en supplément de sa production de riz; toutefois, grâce à l'amélioration des récoltes, les importations de riz ont pu être éliminées. Le Laos finance la plupart de ces importations, notamment celles de machines et d'équipement liées à des projets, avec les prêts et les dons étrangers. Certaines importations de marchandises, comme le pétrole, les céréales et le sucre, ont été assurées par les pays du CAEM au titre de l'aide en nature jusqu'en 1981. Depuis lors, ces importations entrent dans le cadre des accords de compensation. Certains pays de la zone de convertibilité ont également fourni une aide en nature, essentiellement sous forme de dons. Les principaux produits importés de la zone de convertibilité sans faire l'objet d'une aide sont les suivants : denrées alimentaires, matières premières, pétrole et, de plus en plus, biens de consommation destinés à être distribués aux agriculteurs à titre d'incitations.

Le fléchissement des importations officielles totales en 1981 est entièrement imputable à la baisse des importations provenant de la zone de convertibilité et ne faisant pas l'objet d'une aide : ces dernières sont passées de 42 millions de dollars E.U. en 1980 à 36 millions de dollars E.U. (tableau 17). Les paiements afférents aux biens d'équipement et aux matières premières n'ont quasiment pas varié, contrairement aux dépenses consacrées aux denrées alimentaires, qui ont fortement baissé. Outre que les récoltes de riz ont été plus abondantes en 1980 et 1981, cette baisse reflète le retour à la normale des niveaux d'importation, suite à la décision prise en 1980 d'importer des quantités plus grandes de certaines denrées alimentaires échangées contre du paddy de production locale. Les importations en provenance de la zone de non-convertibilité effectuées dans le cadre des accords de compensation ont fortement progressé, passant de 5 millions de dollars E.U. en 1980 à 14 millions de dollars E.U. En revanche, les importations financées dans le cadre des programmes d'aide ont représenté 40 millions de dollars E.U., accusant une légère baisse par rapport à 1980, et donc une diminution plus substantielle en termes réels. Ce fléchissement s'explique par l'absence de tout nouvel engagement de prêt de la part de la zone de convertibilité et l'utilisation totale des accords de prêts existants. Les décaissements au titre des projets financés par des organismes multilatéraux ont également été fortement réduits, en raison des obstacles intérieurs qui ont entravé la mise en oeuvre de certains projets et de la fermeture de la frontière avec la Thaïlande.

Pendant la première moitié de 1982, les importations officielles totales ont fortement augmenté, atteignant environ 70 millions de dollars E.U. Les importations au titre de l'aide provenant de la zone de convertibilité ont atteint 21 millions de dollars E.U., et les importations effectuées dans le cadre des accords de compensation avec la zone de non-convertibilité ont dépassé 18 millions de dollars E.U. Les importations financées par l'aide ont progressé, s'élevant, selon les estimations, à 30 millions de dollars E.U., en raison de l'intensification des travaux liés à la réalisation de trois grands projets.

construction d'un centre universitaire, poursuite des travaux sur la route 9, et création, en collaboration avec la Hongrie, d'une coopérative dans le secteur agricole. Les importations officielles totales pour l'ensemble de l'année devraient atteindre 121 millions de dollars E.U. Il est probable que les importations provenant de la zone de convertibilité augmenteront, celles provenant de la zone de non-convertibilité devant se situer à un niveau élevé : 35 millions de dollars E.U., dont 5 millions pour les produits pétroliers. Par ailleurs, on s'attend que les importations financées par l'aide dépasseront leur niveau de 1981.

c. Services

En 1981, les paiements nets au titre des services se sont montés à environ 21 millions de dollars E.U., accusant une baisse légère par rapport à 1980, année où ils avaient atteint 24 millions de dollars. A l'origine de cette amélioration marginale se trouve la forte hausse des recettes tirées des services qui sont passées de 7,5 à 14,5 millions de dollars E.U. Les principales sources de recettes en devises dans le secteur des services sont les ventes de devises à la BCEL par les ambassades et les touristes, les intérêts perçus sur les réserves de change officielles, les gains provenant des transports et des communications et les droits de survol du territoire. La progression de recettes en 1981 a été due essentiellement à un meilleur recouvrement des recettes auprès des entreprises d'Etat et des ministères et à l'accroissement des dépenses effectuées par les missions diplomatiques et les visiteurs étrangers. Les droits de survol (3,5 millions de dollars E.U. environ) n'ont quasiment pas varié par rapport à l'année précédente. Pour ce qui est des dépenses, le poste le plus important est l'assistance technique, qui, selon les estimations, aurait atteint 28 millions de dollars en 1981. Entre autres postes importants, figurent les intérêts versés au titre de la dette extérieure et les dépenses de l'Etat à l'étranger, qui ont progressé régulièrement. Pendant les six premiers mois de 1982, les recettes tirées des services ont continué de croître mais on prévoit que la position nette pour l'ensemble de l'année ne variera guère par rapport à 1981.

3. Le compte capital

La persistance d'importants déséquilibres des paiements courants a nécessité le recours continu à l'aide étrangère⁶. Depuis 1976, les prêts de la zone de non-convertibilité constituent la source la plus importante d'aide extérieure. Ceux-ci sont généralement consentis pour une très longue période, et assortis de généreux délais de grâce et de faibles taux d'intérêt. Outre les prêts liés aux produits et aux projets, la zone de non-convertibilité a fourni une assistance technique et financé les déficits commerciaux liés aux accords de compensation. Ces déséquilibres ayant toute chance de s'aggraver en 1982 et au-delà, il est probable que cette forme de financement prendra une importance accrue; en revanche, l'aide en nature est en voie de disparition rapide.

⁶En raison de l'insuffisance des données, il n'est pas possible d'établir une distinction nette entre prêts et dons dans la balance des paiements.

Ces dernières années, les prêts bilatéraux consentis par les pays de la zone de convertibilité ont été modestes. Il n'y a eu aucun nouvel engagement bilatéral de la part de ces créanciers bilatéraux en 1980 et 1981, et à l'heure qu'il est, la plupart des prêts, qui avaient été contractés avant 1976, ont été pleinement utilisés; les décaissements n'ont représenté que 0,6 million de dollars E.U. en 1980 et ils ont été nuls en 1981 et 1982. Les dons de la zone de convertibilité ont, en revanche, atteint le montant substantiel de 23 millions de dollars en 1981 et devraient se maintenir à ce niveau en 1982. Les principaux donateurs sont la Suède, les Pays-Bas, le Japon et le PNUD. Les organismes multilatéraux et l'OPEP ont consenti de nouveaux engagements de prêts d'un montant important : 19 millions de dollars en 1980 et 23 millions en 1981. Les décaissements ont représenté 6,4 millions de dollars E.U. en 1981 et devraient se maintenir à ce niveau en 1982. Le Laos a en outre reçu des versements du Fonds fiduciaire.

4. Réserves internationales

Les réserves internationales brutes ont diminué, passant de 26 millions de dollars E.U. à la fin de 1979 à 14 millions de dollars à la fin de 1980, niveau équivalant à environ 3,5 mois d'importations ne faisant pas l'objet d'une aide et à moins de deux mois des importations officielles totales (tableau 18). La position des réserves brutes a peu varié en 1981, atteignant 13,5 millions de dollars en fin d'exercice. Ce léger fléchissement s'est poursuivi pendant les six premiers mois de 1982, où les réserves brutes s'élevaient à 12,5 millions de dollars, soit l'équivalent de moins de 2 mois d'importations ne faisant pas l'objet d'une aide et d'un mois environ d'importations officielles totales. Les engagements en monnaie convertible du système bancaire sont contractés uniquement envers le Fonds. Ils ont diminué en 1980 en raison des rachats nets au Fonds; en revanche, en 1981, ces rachats ont porté les engagements extérieurs à un niveau équivalent à 1 million de dollars en fin de période, niveau resté à peu près invariable depuis cette époque.

5. Dette extérieure

À la fin de 1981, la dette extérieure de l'Etat ou la dette garantie par l'Etat s'élevait, selon les estimations, à 312 millions de dollars E.U. y compris deux prêts au Fonds fiduciaire d'un montant total de 1,8 millions de dollars (tableau 19). Les obligations vis-à-vis de la zone de non-convertibilité représentaient 192 millions du total de la dette. En règle générale, les emprunts sont contractés auprès des pays de cette zone sans intérêt ou à un intérêt très faible et à échéance très longue pouvant aller jusqu'à 20 ans assortie d'un différé d'amortissement de 10 ans maximum. Le crédit fourni par la zone de convertibilité, y compris les prêts du Fonds fiduciaire, a atteint quelque 120 millions de dollars, dont 71 millions ont été consentis par des sources bilatérales, le reste provenant pour l'essentiel d'organismes multilatéraux, en particulier la Banque asiatique de développement et l'IDA. Il n'y a pas eu de nouveaux engagements de prêts bilatéraux de la part de la zone de convertibilité en 1981 et de nouveaux décaissements, les engagements en cours ayant été pleinement utilisés. Trois organismes multilatéraux ont consenti de nouveaux engagements de prêts à l'IDA.

(15 millions de dollars), la BASD (4,3 millions de dollars) et l'OPEP (4 millions de dollars). Les décaissements au titre du financement multilatéral se sont montés à 6,4 millions de dollars en 1981 et s'élèvent jusqu'à présent à 3 millions de dollars pour l'année en cours.

Etant donné les échéances et les taux d'intérêt assez bas dont sont assortis les emprunts contractés ces dernières années, notamment depuis 1976, les paiements afférents au service de la dette ont été relativement faibles même par rapport au bas niveau des exportations. En 1981, ils n'ont représenté que 4,4 millions de dollars, l'équivalent d'environ 13 % des exportations de biens et de services, et devraient diminuer légèrement en 1982, se situant à quelque 3,5 millions de dollars, soit 5 % des recettes d'exportation (tableau 20). De nombreux prêts étant libellés en devises autres que le dollar, ce fléchissement s'explique principalement par la fermeté dont cette monnaie fait preuve depuis quelque temps.

6. Régime des changes et des paiements

La monnaie de la République démocratique populaire lao est le kip (K). Au début de janvier 1980, le kip a été officiellement dévalué et le taux de change est passé de 4 à 10 kips pour un dollar E.U. Le caractère restrictif du régime des changes et des paiements et le bas niveau des réserves officielles ont provoqué la formation d'un marché parallèle ces dernières années. Ce marché est alimenté par le nombre croissant de travailleurs étrangers rémunérés en devises, par les échanges frontaliers non officiels avec la Thaïlande et par les versements locaux en devises qu'effectuent les acheteurs étrangers pour payer les exportations officielles. Le taux de change du marché parallèle s'est régulièrement déprécié, se situant, au milieu de 1981, à environ 40 kips pour un dollar E.U. contre 22 kips en moyenne en 1980. Afin d'attirer les devises du marché parallèle dans les circuits officiels, les autorités ont institué, en décembre 1979, une prime de change périodiquement révisée pour les transactions avec les touristes et les ambassades et pour les envois de fonds vers le Laos. Ce taux préférentiel était de 30 kips pour un dollar E.U. au 1^{er} juin 1981.

Au cours de la deuxième moitié de 1981 et au début de 1982, le taux de change sur le marché parallèle a continué de baisser. Tenant compte de cette dépréciation continue, les autorités ont fait passer le taux de change préférentiel de 30 à 35 kips pour un dollar E.U. début 1982, taux qui a été appliqué à toutes les transactions officielles, y compris les importations et les exportations qui s'effectuaient auparavant au taux officiel de 10 kips pour un dollar E.U. Le taux officiel n'est plus utilisé désormais que pour l'évaluation de la valeur en douane.

Depuis le début de 1982, le taux de change sur le marché parallèle a vivement baissé, atteignant 105 kips pour un dollar E.U. en août. Cette détérioration s'explique notamment par le fléchissement des recettes privées provenant des services rendus aux négociants en bois thaïlandais, suite au ralentissement des exportations officielles de bois d'oeuvre et par la mesure récemment adoptée selon laquelle les magasins officiels n'accepteront plus que des devises en paiement des produits de consommation importés.

Le régime des changes et des paiements du Laos reste, en règle générale, extrêmement restrictif⁷. Des restrictions sont en vigueur sur les transferts courants et les paiements de services. Le Laos est lié par des accords bilatéraux de paiement à l'URSS, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la République démocratique allemande et à deux pays membres du Fonds : le Viet-Nam et la Hongrie. Le secteur privé est autorisé à importer s'il dispose de ressources propres en devises. Les paiements peuvent être effectués par l'intermédiaire des banques lao qui fournissent les lettres de crédit nécessaires. Toutefois, seul un nombre limité d'importateurs du secteur privé sont autorisés à détenir des comptes en devises auprès du système bancaire.

⁷Ce régime est décrit en détail dans le Rapport annuel sur le régime et les restrictions de change, préparé par les services du Fonds (1982).

Tableau 15. Laos - Balance des paiements, 1979-82

(Millions de dollars E.U.)

	1979	1980	1981	1982 Janv.-juin	1982 Plan
Balance commerciale	-50,9	-78,8	-70,8	-51,6	-73,1
Exportations (f.o.b.)	19,4	13,5	19,4	18,0	47,8
Vers la zone de convertibilité	19,4	13,5	14,0	11,8	29,9
Vers la zone de non-convertibilité ¹	...	...	5,4	6,2	17,9
Importations (c.a.f.)	-70,3	-92,3	-90,2	-69,6	-130,9
Importations en provenance de la zone de convertibilité, non financées par l'aide étrangère	-20,3	-42,0	-36,2	-21,3	-35,9
Importations en provenance de la zone de non-convertibilité ¹	-4,1	-4,7	-13,8	-18,3	-35,0
Importations au titre des programmes d'aide ²	-45,9	-45,6	-40,2	-30,0	-50,0
Services (net)	-21,2	-24,2	-20,8	-8,3	-21,1
Recettes	7,4	7,5	14,5	9,0	16,0
Paiements	-28,6	-31,7	-35,3	-17,3	-37,1
Intérêt	-2,1	-1,8	-2,0	-1,3	-2,1
Assistance technique	-25,0	-27,9	-28,0	-15,0	-30,0
Divers	-1,5	-2,0	-5,3	-1,0	-5,0
Compte courant	-72,1	-103,0	-91,6	-59,9	-94,2
Capital et transferts (net)	80,7	83,8	86,9	56,2	95,7
Aide à l'importation	50,0	50,3	58,6	52,1	77,1
Aide en produits	(...)	(15,3)	(...)	(...)	(...)
Aide spécifique (projets)	(...)	(35,0)	(...)	(...)	(...)
Assistance technique	25,0	27,9	28,0	15,0	30,0
Amortissement	-1,9	-1,3	-2,4	-0,9	-1,4
Fonds fiduciaire	5,0	4,3	0,1	--	--
Allocation de DTS	2,6	2,6	2,6	--	--
Capitaux à court terme, et erreurs et omissions	-2,0	8,2	-1,1	3,5	--
Balance globale	6,6	-11,0	-5,8	-0,2	1,5
Variations des réserves (augmentation -)	-6,6	11,0	5,8	0,2	-1,5
Avoirs (augmentation -)	-4,6	12,0	0,5	1,1	...
Engagements (diminution -)	-2,0	-1,0	5,3	-0,9	...

Sources : données communiquées par les autorités lao, et estimations et projections des services du Fonds.

¹Dans le cadre des accords de compensation.

²Provenant de la zone de convertibilité et de la zone de non-convertibilité.

Tableau 16. Laos - Composition des exportations officielles, 1979-82

(Millions de dollars E.U.)

	1979	1980	1981	1982 Janv.-juin	1982 Proj.
Exportations dans la zone de convertibilité	19,4	13,5	14,0	11,8	29,9
Bois	8,5	6,1	5,1	1,6	5,9
Etain	0,2	0,5	0,4	--	--
Café	4,1	1,1	--	--	1,2
Produits forestiers	0,2	0,2	--	--	0,1
Energie hydro-électrique	6,1	5,3	7,9	10,2	22,5
Autres exportations	0,3	0,3	0,6	--	0,2
Exportations vers la zone de non-convertibilité ¹	...	...	5,4	6,2	17,9
Total des exportations officielles	19,4	13,5	19,4	18,0	47,8

Source : données communiquées par les autorités lao.

¹Dans le cadre d'accords de compensation.

Tableau 17. Laos - Composition des importations officielles, 1979-82

(Millions de dollars E.U.)

	1979	1980	1981	1982 Janv.-juin	1982 Proj.
Importations en provenance de la zone de convertibilité ne faisant pas l'objet d'une aide	<u>20,3</u>	<u>42,0</u>	<u>36,2</u>	<u>21,3</u>	<u>35,9</u>
Riz et autres denrées alimentaires	1,3	10,7	2,0	0,4	1,6
Produits pétroliers	8,8	12,9	12,9	7,5	12,0
Machines et matières premières	1,8	11,1)	21,3	7,8)	22,3
Autres importations	8,4	7,3)		5,6)	
Importations en provenance de la zone de non-convertibilité ¹	<u>4,1</u>	<u>4,7</u>	<u>13,8</u>	<u>18,3</u>	<u>35,0</u>
Dont : crédit financé	(4,1)	(4,7)	(8,4)	(22,1)	(27,1)
Importations dans le cadre de programmes d'aide ²	<u>45,9</u>	<u>45,6</u>	<u>40,2</u>	<u>30,0</u>	<u>50,0</u>
Zone de convertibilité	...	8,0	...	...	...
Zone de non-convertibilité	...	37,6	...	...	...
Total importations officielles	<u>70,3</u>	<u>92,3</u>	<u>90,2</u>	<u>69,6</u>	<u>120,9</u>

Source : données communiquées par les autorités lao.

¹Y compris les importations financées sur des crédits ouverts dans le cadre d'accords de compensation conclus avec les pays du CAEM.²Estimations partielles.

Tableau 18. Laos - Réserves internationales, 1979-82

(Millions de dollars E.U.; fin de période)

	1979		1980		1981			1982	
	Décembre		Décembre		Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars
Or	0,70	0,82	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88
Devises	24,31	13,21	9,81	10,57	10,16	12,09	13,63	11,21	
DTS	1,05	0,01	--	0,92	0,32	0,56	0,35	0,35	
Position de réserve au FMI	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Réserves brutes	26,06	14,04	10,69	12,37	11,36	13,53	14,86	12,44	
Engagements extérieurs liquides ¹	11,85	10,97	9,58	11,39	14,77	15,02	14,36	14,09	
Réserves officielles nettes	14,21	3,07	1,11	0,98	-3,4	-1,49	0,50	-1,65	

Sources : données communiquées par les autorités lao et FMI, Statistiques financières internationales.

¹Le système bancaire n'a pas d'engagements extérieurs liquides en devises convertibles sauf ceux qui découlent du recours au crédit du FMI.

Tableau 19. Laos - Dette publique extérieure, 1981-82
(Millions de dollars E.U.)

	Encours au		1981		1982	
	31 décembre 1981	Engagé	Décaissé	Décaissements	Janvier	Juin
				Nouveaux engagements	Décaissements	Engagements
Crédits-fournisseurs	3,0	3,0	--	--	--	--
Prêts multilatéraux						
BASD	104,3	31,3	--	23,3	3,1	--
CEE	35,8	12,1	6,4	4,3	1,7	--
FIDA	2,7	0,6	0,4	--	--	--
IDA	6,1	0,2	0,1	--	--	--
OPEP	47,0	11,5	5,1	15,0	1,0	...
	12,7	6,9	--	4,0	0,4	--
Prêts bilatéraux						
Zone de convertibilité						
Allemagne	70,5	70,5	--	--	--	--
France	35,8	35,8	--	--	--	--
Indonésie	10,1	10,1	--	--	--	--
Japon	1,0	1,0	--	--	--	--
Zone de non-convertibilité	23,6	23,6	--	--	--	--
	...	191,8	39,1	...	30,7	...
Fonds fiduciaire	15,8	15,8	0,1	--	--	--
Total	193,6 ¹	312,4	45,6	23,3 ¹	33,8	-- ¹

Sources : données communiquées par les autorités lao.

¹ Zone de non-convertibilité non comprise.

Tableau 20. Laos - Service de la dette extérieure, 1979-82

(Millions de dollars E.U.)

	1979	1980	1981	1982
Service de la dette	3,98	3,07	4,40	3,45
Principal	(1,90)	(1,26)	(2,45)	(1,40)
Intérêt	(2,08)	(1,81)	(1,95)	(2,05)
Crédits-fournisseurs	0,35	--	0,63	--
Principal	(0,20)	(--)	(0,19)	(--)
Intérêt	(0,09)	(--)	(0,44)	(--)
Prêts multilatéraux	1,10	1,03	1,24	1,60
Principal	(0,21)	(0,25)	(0,25)	(0,41)
Intérêt ¹	(0,89)	(0,78)	(0,99)	(1,19)
Prêts bilatéraux				
Zone de convertibilité	2,53	2,04	2,47	1,85
Principal	(1,43)	(1,01)	(1,95)	(0,99)
Intérêt	(1,10)	(1,03)	(0,52)	(0,86)
Zone de non-convertibilité	...	...	0,06	--
Principal	(...)	(...)	(0,06)	(--)
Intérêt	(...)	(...)	(...)	(--)
<u>Pour mémoire :</u>				
Paiements au titre du service de la dette en pourcentage des exportations de biens et de services	14,9	14,6	12,9	5,4

Source : données communiquées par les autorités lao.

¹Y compris les commissions versées au Fonds.

BIBLIOGRAPHIE

Documents du Fonds :

SM/81/187 - République démocratique populaire lao, Evolution récente de l'économie, 22 septembre 1981

Documents de la BIRD :

République démocratique populaire lao, Agricultural Sector Review, main report and annexes, 22 juin 1981

UNIDO

République démocratique populaire lao, Etude du secteur industriel, juin 1982